

SEANCES DU JEUDI 30 JUIN 1983
VERGADERINGEN VAN DONDERDAG 30 JUNI 1983

ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERING

SEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE :

CONGES :

Page 2650.

MESSAGE :

Chambre des représentants, p. 2650.

COMMUNICATION :

Page 2650.

Dépenses en marge du budget.

MOTION D'ORDRE :

Orateurs : M. Spitaels, M. Martens, Premier ministre, M. le Président, MM. Gijs, André, J. Wathelet (*rappel au règlement*), Delmotte, Vanderpoorten, De Bondt, Van In, p. 2650.

PROJET DE LOI (Discussion) :

Projet de loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Discussion générale. — *Orateurs* : MM. François, rapporteur, Vermeiren, rapporteur, p. 2655.

INHOUDSOPGAVE

VERLOF :

Bladzijde 2650.

BOODSCHAP :

Kamer van volksvertegenwoordigers, blz. 2650.

MEDEDELING :

Bladzijde 2650.

Uitgaven buiten de begroting.

MOTIE VAN ORDE :

Sprekers : de heer Spitaels, de heer Martens, Eerste minister, de Voorzitter, de heren Gijs, André, J. Wathelet (*beroep op het reglement*), Delmotte, Vanderpoorten, De Bondt, Van In, blz. 2650.

ONTWERP VAN WET (Bespreking) :

Ontwerp van wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Algemene bespreking : *Sprekers* : de heren François, rapporteur, Vermeiren, rapporteur, blz. 2655.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

M. Coen, secrétaire, prend place au bureau.
De heer Coen, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 05 m.
De vergadering wordt geopend te 10 u. 05 m.

CONGES — VERLOF

M. de Bruyne, pour raison de santé, demande un congé.
Vraagt verlof : de heer de Bruyne, wegens gezondheidsredenen.
— Ce congé est accordé.
Dit verlof wordt toegestaan.
M. Grosjean, en raison d'autres devoirs, demande d'excuser son absence à la présente séance.
Afwezig met bericht van verhindering : de heer Grosjean, wegens andere plichten.
— Pris pour information.
Voor kennisgeving.

BOODSCHAP — MESSAGE

De Voorzitter. — Bij boodschap van 24 juni 1983, deelt de Kamer van volksvertegenwoordigers mede dat zij heeft aangenomen, zoals het haar door de Senaat werd overgezonden, het ontwerp van wet tot wijziging van artikel 67 van de gemeentewet.

Par message du 24 juin 1983, la Chambre des représentants fait connaître qu'elle a adopté, tel qu'il lui a été transmis par le Sénat, le projet de loi modifiant l'article 67 de la loi communale.

— Voor kennisgeving aangenomen.
Pris pour notification.

MEDEDELINGEN — COMMUNICATIONS

Uitgaven buiten de begroting — Dépenses en marge du budget

De Voorzitter. — Overeenkomstig artikel 24, tweede lid, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, heeft de Eerste minister, bij dienstbrief van 24 juni 1983, aan de Senaat kennis gegeven van de beraadslaging (nr. 2852), door de Ministerraad getroffen betreffende uitgaven gedaan buiten de begroting.

En application de l'article 24, alinéa 2, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, le Premier ministre a donné connaissance au Sénat, par dépêche du 24 juin 1983, de la délibération (n° 2852), prise par le Conseil des ministres et relative à des dépenses faites en marge du budget.

— Verwezen naar de commissie voor de Financiën.
Renvoi à la commission des Finances.

De Voorzitter. — Van deze mededeling wordt aan de Eerste minister akte gegeven.

Il est donné acte de cette communication au Premier ministre.

MOTION D'ORDRE — MOTIE VAN ORDE

M. le Président. — La parole est à M. Spitaels qui l'a demandée par motion d'ordre.

M. Spitaels. — Monsieur le Président, je vous remercie de me donner la parole au début de ce débat et voudrais, par motion d'ordre, m'adresser au Premier ministre, pour la raison que voici.

Monsieur le Premier ministre, dimanche midi, lors de l'émission « Face à la presse », vous avez répondu à un journaliste, à propos de l'accord du gouvernement sur les secteurs nationaux intervenu la nuit du 20 au 21 juin, qu'il s'agissait d'un « ajout à la déclaration gouvernementale ». Plus loin, dans le débat, vous avez même été plus précis

et avez déclaré textuellement : « En fait, il s'agit d'une déclaration gouvernementale. »

Je comprend cette thèse. En effet, comment est bâtie votre déclaration gouvernementale ?

Une enveloppe est prévue pour les secteurs demeurant nationaux et un équilibre est assuré au niveau de ces secteurs.

Dès l'instant où l'enveloppe réservée à un secteur important est vide, cet équilibre est rompu et la déclaration gouvernementale, en conséquence, ne s'applique plus.

Nous ne partageons évidemment pas cette manière de voir parce qu'elle suppose un équilibre au niveau des enveloppes, que nous avons toujours refusé même avant que soit déposé le rapport Matthijs. Les périodes sur lesquelles elles s'étendent sont différentes. Vous additionnez, dans vos efforts, des pommes et des poires, c'est-à-dire des crédits budgétaires et des prêts.

Vous reconnaissez que l'équilibre est rompu au niveau des secteurs nationaux. Il y a donc ajout à la déclaration gouvernementale et partant, nouvelle déclaration gouvernementale.

Comme vous ne vous en êtes pas expliqué, monsieur le Premier ministre, au cours de l'émission de dimanche dernier face aux journalistes, cela vous a valu le lendemain des titres du genre : *Les silences de M. Martens*.

Je voudrais dès lors vous demander d'aller plus loin aujourd'hui dans vos explications.

Croyez bien que nous ne vous traitons pas comme un personnage secondaire de la vie politique : nous connaissons votre poids. Vous avez été, avec nous, l'artisan de la réforme de l'Etat d'août 1980. Si la politique économique suivie aujourd'hui ne recueille pas notre accord, nous savons que vous la conduisez pour une bonne part. Je ne m'adresse donc pas à un interlocuteur dont je ne mesurerais pas correctement le poids.

Cela étant, permettez-moi de vous dire que dimanche dernier je vous ai entendu et regardé avec une particulière attention et que vous m'avez déçu à un double titre.

Dans la forme, je vous ai trouvé nerveux, irrité, voire emporté contre l'absence de décision du gouvernement, comme si vous n'étiez pas Martens V et comme si vous n'étiez pas le Premier ministre du pays depuis presque quatre ans.

Au niveau du fond, monsieur le Premier ministre — veuillez excuser la comparaison —, j'ai trouvé que vous étiez une sorte d'édrédon communicant par la chaleur mais glissant sur la matière que vous recouvrez, plus particulièrement sur les faits et les chiffres.

Vous n'êtes plus devant les journalistes mais au Sénat.

J'ai lu dans le *Standaard* de lundi, sous la plume de Hugo De Ridder, si je ne me trompe, qu'un sénateur du CVP avait fait savoir au journal qu'il ne voterait pas les pouvoirs spéciaux sans que plus de clarté soit faite sur votre déclaration de la nuit du 20 au 21.

Cela regarde le CVP, mais comprenez que nous sommes un peu dans le même cas. Il serait inconcevable que vous ne vous expliquiez pas davantage devant la Haute Assemblée que devant les journalistes.

Si vous le permettez, je voudrais vous poser brièvement quatre questions sur votre accord du 21 juin, une sur votre réponse à la Communauté européenne et quatre sur Cockerill-Sambre.

Première question sur votre accord du 21 juin, et donc sur votre nouvelle déclaration gouvernementale. Vous dites que les charges du passé sont imputables nationalement. Ma question intéresse certainement tous les francophones, qu'ils siègent sur les bancs de la majorité ou de l'opposition : Où commence la ligne des charges du passé ? Est-ce ce qui résulte des décisions de 1981 et 1982 ou ce qui est irrémédiablement engagé ? La différence, vous le savez, peut être de plusieurs milliards.

Puis-je vous demander, subsidiairement, puisque vous avez eu des contacts avec la Communauté, si celle-ci ne risque pas de considérer que les décisions sur les charges du passé — des transformations de créances en augmentation de capital par exemple — peuvent être interprétées comme de nouvelles décisions ?

Deuxième question : Comment se fera le financement ? Avouez que le moins qu'on puisse dire, et sans polémique, c'est que MM. Nothomb et Dehaene tiennent un langage différent sur ce sujet. S'agira-t-il d'un impôt localisable ou d'un emprunt ?

Dans un numéro spécial de *Zeg*, sorti hier à plus d'un million d'exemplaires, paraît-il, et dans lequel, monsieur le Premier ministre — vous ne m'en voudrez pas de le remarquer —, vous n'avez en première page qu'une petite vingtaine de lignes chichement mesurées...

M. Martens, Premier ministre. — Je n'ai pas donné d'interview, c'est aussi simple que cela. Je suis le chef du gouvernement.

M. Spitaels. — ... tandis que l'hebdomadaire de votre parti en consacre bien plus au ministre des Affaires économiques qui est tenu, je suppose, par la même discipline que vous...

M. Martens, Premier ministre. — Ne comparez pas le nombre de lignes consacrées à chaque ministre CVP dans la presse du CVP ! Je répète que je suis le chef du gouvernement.

M. Delmotte. — Ne vous énervez pas.

M. Spitaels. — Je suis surpris que vous ayez la portion congrue...

M. Martens, Premier ministre. — Moi pas.

M. Spitaels. — ... alors qu'on peut lire de longues interviews de M. Eyskens et d'autres ministres. Votre parti préfère sans doute un langage plus flamand que celui que vous vous croyez obligé de tenir de par votre fonction.

Je lis dans la déclaration de M. Eyskens : *Geen Vlaamse frank zal nog in de Waalse hoogovens terechtkomen*, c'est-à-dire : Plus un franc flamand pour les hauts fourneaux de la sidérurgie wallonne.

Monsieur le Premier ministre, même dans la formule que vous avez imaginée, M. Eyskens va demeurer chargé du dossier. Puis-je vous demander si cette formule, selon laquelle plus un franc flamand ne peut aller aux hauts fourneaux de la sidérurgie wallonne, est compatible avec celle d'un emprunt national ?

Troisième question sur votre accord du 21 juin. J'ai dit — vous pouvez ne pas partager ce jugement, mais votre rôle est encore d'écouter l'opposition — que cet accord se soldait comme suit : A partir de cet été, les Wallons paieront seuls pour Cockerill-Sambre et la collectivité nationale supportera au moins pendant deux ans et demi, voire davantage, les dépenses pour les charbonnages du Limbourg et le textile, et pour ce dernier secteur 88 p.c. sont en Flandre.

J'ai constaté que mon commentaire était repris, dans l'hebdomadaire *Zeg*, en lettres grasses, en page un, et que l'hebdomadaire de votre parti triomphe en authentifiant, en quelque sorte, ma propre analyse.

Confirmez-vous la clef de dotations : les trois tiers correspondant aux critères de population, impôts, superficie, ou allez-vous faire votre pas supplémentaire de la Communauté flamande, concernant le pourcentage des impôts localisables, soit 32 p.c. ?

Le temps passe. Dois-je rappeler que nous serons demain en juillet ? J'ose espérer que vous n'allez pas vous réfugier derrière votre position d'arbitre en disant que vous n'avez pas d'opinion personnelle !

M. Martens, Premier ministre. — Non.

M. Spitaels. — Quatrièmement, sur votre accord du 21 juin, je voudrais que vous me précisiez le rôle des comités ministériels wallon ou flamand.

Le seul élément sur lequel vous vous êtes expliqué dimanche, est le suivant : c'est le gouvernement national qui va délibérer des trois questions que je viens d'énoncer. Où commencent les charges du passé ? Quel est le mode de financement : emprunts ou impôts localisables ? Quel est le mode de répartition, 39 ou 32 p.c. ?

En outre, le rôle des comités ministériels régionaux commence-t-il quand l'essentiel est décidé ? La condamnation de Cockerill-Sambre est-elle prononcée par un tribunal national ? Le peloton d'exécution sera-t-il uniquement wallon ?

Si vous me répondiez que les comités ministériels ont une certaine compétence d'initiative, je devrais à cette tribune, me faire l'écho de l'inquiétude exprimée par M. Dhoore, ancien ministre, au *Vlaamse*

Raad, avant-hier. Pouvez-vous confirmer qu'il appartiendrait au comité des ministres nationaux wallons, de décider, par exemple, que Cockerill-Sambre ne recoure plus à l'usage du charbon campinois, et s'en remette à l'achat de charbon au prix du marché ? Il s'agit là d'une question dont j'aimerais connaître la réponse.

J'en viens à une question à propos de votre réponse à la CEE dont j'ai pu lire l'intégralité dans le journal *La Cité*.

Dimanche, devant l'ensemble de l'opinion francophone, vous répondez, après un moment d'hésitation, à la question d'un journaliste : « La solution que nous allons prendre sera une solution belge. » Puis-je vous demander ce que cela signifie ?

Si j'ai bien lu, vous proposez la mise en réserve de 520 000 tonnes pour Sidmar. Je suppose, monsieur le Premier ministre, moi qui vous traite sérieusement, que vous allez faire de même et n'allez pas m'expliquer que la diminution de 520 000 tonnes de la production maximale possible, toujours de loin supérieure à la production réelle et aux quotas, signifie quelque chose ! De plus, dans le cas de Sidmar cela vise le recuit, ancienne manière.

Quand vous parlez d'un plan belge, lorsque vous mettez ces 520 000 tonnes en avant pour Sidmar, je me demande si vous ne prenez pas une position qui n'a aucune portée pratique, ou plutôt si vous ne recourez pas à une sorte de *window dressing*, d'habillage, de manière à faire croire à la communauté française que les sacrifices sont équitablement répartis, Sidmar bénéficiant, comme on le sait, des subventions importantes du gouvernement national mais ne se voyant rien imposer sur le plan pratique, en opposition à ce qui se passe pour Cockerill-Sambre.

Pour terminer, je voudrais vous poser quelques questions.

Je suppose que vous ne considérez pas mon propos comme incongru en pensant à l'atmosphère qui doit régner aujourd'hui, et plus particulièrement cet après-midi, dans les deux bassins auxquels il vous arrive de rendre visite.

Me fondant sur une note qui a circulé au sein du Conseil ou tout au moins chez les ministres, puis-je vous demander s'il est exact que vous considérez que la négociation qui a été menée entre Cockerill-Sambre et Frère-Bourgeois Commercial, pour l'intégration de la commercialisation, doit être recommencée ? Au printemps 1982, c'était une des quatre missions confiées à M. Vandestruck par votre gouvernement ; elle était considérée comme prioritaire. Dans le rapport de M. Gandois, cette organisation de la société avec une commercialisation distincte, singulièrement pour Charleroi, était chiffrée cette année à une perte estimée d'environ 1 milliard par an. Monsieur le Premier ministre, est-il vrai que vous considérez que nous ne sommes nulle part et qu'il faut recommencer la négociation Cockerill-Sambre/Frère-Bourgeois Commercial ?

Sauf erreur de ma part, dans ce document, on parle aussi de la nécessité pour Cockerill-Sambre de disposer d'un management fort et crédible. N'abusez pas le public, monsieur le Premier ministre. Qu'est-ce que cela signifie ?

Vous en êtes à la troisième équipe dirigeante en dix-neuf mois, celle que vous avez héritée de votre prédécesseur, M. Eyskens, qui a été la vôtre pendant plusieurs mois. M. Vandestruck fut une sorte de PDG intérimaire « tous pouvoirs », et maintenant vous avez le tandem Delruelle-Vandestein ! Que signifie donc cette phrase ? Que vous allez en venir à une quatrième équipe dirigeante en vingt mois, que la valse des présidents continue, qu'il est impossible pour les cadres de la société de savoir qui est le véritable patron à bord ? J'aimerais que vous me fixiez en la matière.

Je crois savoir que vous avez délibéré d'une formule portant sur la création de deux sociétés, l'ancien Cockerill et le *new Cockerill*, comme vous l'appellez. Si vous vous orientez vers pareille formule et dans une note qui a circulé au Conseil des ministres vous ne reprenez que l'hypothèse II de Gandois — celle qui apure les pertes de la société —, est-il vrai que vous pensez que la société ancienne peut détenir les titres du nouveau Cockerill ? Ceci, je vous l'avoue, nous inquiète par-dessus tout puisqu'il est de cette manière possible de mettre le *new Cockerill* en faillite quand on le veut.

Enfin, j'en arrive à la dernière question qui nous inquiète plus particulièrement, mes amis et moi. Nous ne sommes pas certains que vous ne délibérez pas de formules selon lesquelles les moyens financiers seront mis à la disposition de la société en fonction de la réalisation des objectifs du plan Gandois, même si celui-ci est légèrement amendé à la suite des décisions d'aujourd'hui.

Monsieur le Premier ministre, cette formule est la pire qui soit, car vous réduisez les outils de production mais vous reprenez l'ancienne technique que nous avons connue dès 1981, contre laquelle nous nous sommes insurgés, provoquant jusqu'à la chute du gouvernement, et que

vous maintenez sous le gouvernement actuel; elle consiste à donner à la société au compte-gouttes juste ce qu'il lui faut pour ne pas mourir mais sans pratiquer un assainissement d'ensemble.

Je crains fort, monsieur le Premier ministre, que la réponse de la CEE, qui sera rendue publique cet après-midi, et les conclusions que vous en tirerez, ne soient encore qu'une première interprétation de votre politique. En effet, les mêmes menées vont continuer; elles consisteront, après des décisions sévères, à n'octroyer à la société que le minimum vital sans aucune perspective d'avenir.

Les travailleurs de Cockerill-Sambre sont certainement profondément inquiets aujourd'hui, dans l'attente des nouvelles qui vont être rendues publiques cet après-midi.

Mais, quelle que soit leur angoisse, ils vont partir, il est vrai, en période de congés payés, pas d'ailleurs à la même date sur les bords de la Sambre que sur ceux de la Meuse.

Faut-il ajouter que vous ne percevez pas l'ampleur du drame qui se joue actuellement dans les deux principales villes wallonnes? Je ne vous fais pas l'injure de croire que vous n'en êtes pas convaincu car j'ai lu vos propos après une visite dans un de ces bassins où vous aviez découvert certaines choses.

Les sénateurs vont, eux aussi, partir en congé dans quelques jours. Quand ils rentreront, ils seront privés de leurs compétences pour une bonne part, pour une période assurément trop longue, répétée, et pour des matières trop abondantes. Inutile de vous dire que nous partageons à cet égard l'avis du président de la Chambre, M. Defraigne.

M. Delmotte, notre président de groupe, et d'autres amis auront l'occasion, au cours du débat, de développer largement ce point de vue.

Nous ne comprenons pas ce qui se passe. Au vu du résultat en matière de finances publiques — mes chiffres, les mêmes que ceux de la Banque de Paris et des Pays-Bas, sont désormais clairs —, nous constatons, après un an et demi de vie de votre gouvernement, que le solde net à financer, pour 1983, est toujours de 525 milliards, soit ces mêmes 13 p.c. que vous entendiez réduire de 1 à 1,5 p.c. par an. La situation ne se modifiant pas, qu'est-ce qui vous empêchera de renouveler, en 1984, une demande identique de dessaisissement du Parlement des matières les plus importantes, pour poursuivre votre politique du « tonneau des Danaïdes » que vous ne parvenez pas à maîtriser?

Monsieur le Premier ministre, puisque le Sénat est dessaisi pour un temps trop long de compétences essentielles, je vous demande au moins, devant cette Haute Assemblée, d'accepter de vous expliquer plus clairement, comme je viens de vous le demander, sur votre mini-déclaration gouvernementale, telle que vous l'avez qualifiée vous-même, de la nuit du lundi au mardi 21 juin.

Vous avez affecté à de nombreuses reprises — même si votre politique n'a pas été le reflet de vos convictions au cours des deux dernières années — un grand respect pour les institutions parlementaires. Vous avez maintenant l'occasion rêvée de conformer vos actes à vos paroles en vous expliquant devant les sénateurs. (*Applaudissements sur les bancs socialistes et du FDF.*)

M. le Président. — La parole est au Premier ministre.

M. Martens, Premier ministre. — Monsieur le Président, quel est le sens de cette motion d'ordre? Dois-je répondre dans le cours du débat ou dois-je le faire maintenant?

M. Delmotte. — Nous demandons que vous répondiez maintenant, monsieur le Premier ministre.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, er zijn nog andere fracties die vragen hebben.

De Voorzitter. — Iedereen heeft het recht vragen te stellen, dat was de bedoeling van dit debat.

Als de vragen gesteld zijn, heeft de Eerste minister de gelegenheid daarop te antwoorden.

Elke senator heeft het recht een beroep te doen op artikel 25 van het reglement om het debat uit te stellen of anders te oriënteren.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, als de Eerste minister nu in een bepaalde zin antwoordt, loopt u het risico dat onze fractie opnieuw het woord vraagt bij ordemotie en met andere vragen op de tribune komt.

De heer Vanderpoorten. — Dat is juist! Zo krijgt men een aaneenrijging van ordemoties.

De heer Martens, Eerste minister. — Zijn er nog andere vragen?

De heer Vanderpoorten. — Wellicht wel!

Dat enen ze dan ineens stelt, ook de heer van In.

De Voorzitter. — Wenst er nog iemand het woord?

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, het ware misschien verstandig deze principiële benadering in dit debat enigszins uit te breiden.

De heer Vanderpoorten. — Maar dat zal wel niet in dezelfde zin zijn.

De heer Van Ooteghem. — Daar komt nog bij dat de heer Gandois vandaag voor de commissie voor Economische Aangelegenheden zou verschijnen. Hij is echter niet gekomen. Het is misschien beter dit debat uit te stellen tot de commissie de heer Gandois heeft gehoord.

Mme Pétry. — M. Gandois n'a rien à voir ici. C'est le Premier ministre qui est interpellé.

M. Martens, Premier ministre. — Interpellé? Par motion d'ordre?

M. le Président. — La parole est à M. Spitaels.

M. Spitaels. — Monsieur le Premier ministre, écoutez tout de même le point de vue de l'opposition.

Vous avez parlé à deux reprises, dimanche, d'ajout à la déclaration gouvernementale. Je suis en possession du texte de votre déclaration.

Concevez-vous, oui ou non, qu'il appartient aux prérogatives de cette assemblée, qu'avant de débattre d'un projet de loi précis, même de la première importance, lorsque le chef du gouvernement parle d'ajout à la déclaration gouvernementale, on s'adresse au Premier ministre afin de lui demander des explications sur cet ajout?

M. le Président. — La parole est au Premier ministre.

M. Martens, Premier ministre. — Monsieur le président, ma réponse sera très claire.

A la demande de la commission des Réformes institutionnelles de la Chambre, j'ai fait une déclaration. Un débat a eu lieu. Deux jours plus tard, j'ai été interpellé par trois membres de l'opposition sur la signification de ma déclaration. J'ai longuement répondu à la Chambre et je suis maintenant à la disposition du Sénat pour répondre à toutes les questions. Toutefois, je pensais que ce débat aurait lieu dans le cadre de la discussion du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux.

M. Spitaels. — Cela n'a rien à voir avec ce projet de loi. C'est vous qui avez introduit un fait nouveau, monsieur le Premier ministre.

M. Martens, Premier ministre. — Je suis à la disposition du Sénat. Dans mon chef, il n'existe aucun problème.

Mme Pétry. — Dans ce cas, allez-y; répondez!

M. Martens, Premier ministre. — Y a-t-il d'autres membres du Sénat qui désirent intervenir?

Mme Pétry. — C'est invraisemblable. Ce n'est pas à vous à le demander.

Vous ne voulez pas répondre.

M. Martens, Premier ministre. — Si, si. J'ai déjà répondu à M. Van In; il serait normal que je réponde à d'autres questions.

Mme Pétry. — Vous ne voulez pas répondre et vous n'aimez pas répondre; vous êtes coincé!

De heer Van In. — Voorzitter, ik vraag het woord.

De Voorzitter. — Aangezien vele andere leden vragen hebben in deze aangelegenheid, lijkt het mij niet wijs eerst een discussie te houden over dit precieze punt. Vele andere leden wensen opmerkingen te formuleren in de algemene bespreking. Ik vraag mij af of het niet beter is die leden daartoe de gelegenheid te geven en de Eerste minister te vragen daarna *in globo* te antwoorden. Als de Eerste minister nu reeds het woord zou voeren, vrees ik dat wij geen recht zouden doen aan allen die in het algemeen debat het woord wensen te voeren, en dat de Eerste minister ook niet op een gefundeerde wijze zal kunnen antwoorden.

Ik stel voor met de algemene bespreking van het ontwerp te beginnen. Ik begrijp de vragen van de heer Spitaels zeer goed maar vele anderen hebben ook zulke vragen.

Mme Pétry. — Nous demandons la réponse maintenant.

De Voorzitter. — Ik zie niet goed in waarom wij alle senatoren die reeds zijn ingeschreven voor het algemeen debat niet eerst aan het woord zouden laten. Dat lijkt mij logisch.

Le mieux serait que tout le monde puisse s'exprimer.

Mme Remy-Oger. — Mais ils n'ont pas demandé la parole par motion d'ordre.

M. le Président. — S'il s'agit d'une motion d'ordre, nous devons décider si l'on continue ou non le débat.

Mme Remy-Oger. — On répond d'abord à la motion d'ordre.

M. De Bondt. — Non.

M. le Président. — Ce n'est pas le sens de l'article 25.

Mme Pétry. — Un débat s'est déjà institué ici à l'occasion d'une motion d'ordre, monsieur le Président.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Gijs.

De heer Gijs. — Mijnheer de Voorzitter, ik kan uw stelling bijvallen. U heeft, wellicht terecht, verwezen naar artikel 25 van het reglement. Dit artikel bevat echter 5 punten en de vraag rijst welk specifiek punt hier kan worden aangehaald. Wij hebben met veel aandacht geluisterd naar de heer Spitaels. Wat hij hier heeft verklaard kan worden beschouwd als een onderdeel van het debat dat hier vandaag aan de orde is. Ik zie dan ook niet in waarom de Eerste minister onmiddellijk zou moeten antwoorden omdat het vrijwel zeker is dat over dit zelfde onderwerp andere vragen zullen worden gesteld en opmerkingen zullen worden gemaakt tijdens het debat dat hier vandaag zal plaatshebben.

De Voorzitter. — Indien ik de heer Spitaels goed heb begrepen, wenst hij, alvorens het debat over de bijzondere machten kan worden aangevat, duidelijk te vernemen of de verklaring van de Eerste minister inderdaad kan worden beschouwd als een nieuwe regeringsverklaring of als een aanvulling van de vorige regeringsverklaring.

Ten einde uit te maken of er inderdaad een nieuw element is, acht ik het aangewezen de Eerste minister de gelegenheid te geven zijn standpunt uiteen te zetten.

De heer Gijs. — In dit geval moet onze agenda worden gewijzigd en daarover moet worden gestemd.

De Voorzitter. — Dat is evident, maar er was overeengekomen dat vandaag niet zou worden gestemd.

De heer Vanderpoorten. — Mijnheer de Voorzitter, vorige week werd met alle fractievoorzitters toch overeengekomen dat wij ons vandaag zouden beperken tot de algemene bespreking van het ontwerp op de bijzondere machten en dat niet zou worden gestemd.

De Voorzitter. — Inderdaad, mijnheer Vanderpoorten. Indien echter iemand een beroep doet op artikel 25 van het reglement krijgt hij steeds het woord.

Nadat ik aandachtig heb geluisterd naar de heer Spitaels, acht ik het evenwel aangewezen dat wij niet zouden afwijken van onze agenda en dat wij ons zouden houden aan de overeenkomst die vorige week

met de fractievoorzitters werd gesloten. Aangezien velen onder u wellicht gelijkaardige vragen wensen te stellen als de heer Spitaels, kunnen wij best onmiddellijk het debat aanvatten.

Ik herhaal evenwel dat iedereen het recht heeft een beroep te doen op artikel 25. Wenst de heer Spitaels daar nog iets aan toe te voegen?

De heer Van In. — Ik heb ook het woord gevraagd, mijnheer de Voorzitter.

M. le Président. — La parole est à M. Spitaels.

M. Spitaels. — Monsieur le Président, je viens d'entendre notre collègue, M. Vanderpoorten, mais il conviendra que quand nous avons souscrit aux engagements pris par les chefs de groupes jeudi dernier, nous ne savions pas que, ce dimanche, le Premier ministre allait paraphraser l'accord du 21 juin en le qualifiant lui-même de nouvelle déclaration gouvernementale.

Dès lors, je ne vois pas ce qu'il reste comme prérogatives à ce Parlement, et singulièrement à cette assemblée si, lorsque le Premier ministre qualifie lui-même un accord d'ajout à la déclaration gouvernementale, il ne peut pas être interrogé ici, en ouverture d'un débat sur cette nouvelle déclaration gouvernementale. Dans ces conditions, je ne comprends pas quelle est encore notre fonction. (*Applaudissements sur les bancs socialistes et sur les bancs du FDF.*)

M. le Président. — La parole est à M. Martens, Premier ministre.

M. Martens, Premier ministre. — J'étais à la disposition du Parlement; j'ai d'ailleurs été interpellé. Je n'ai pas dit un mot de plus à la télévision.

Je comprends, évidemment, que tout le monde n'ait pas pu suivre l'interpellation à laquelle, comme d'habitude j'ai dû répondre à minuit. Mais j'ai donné la primeur au Parlement.

M. Dehousse. — A la Chambre!

M. Martens, Premier ministre. — Et je n'ai donné aucun élément nouveau à l'opinion publique.

M. Delmotte. — Pensez-vous que la déclaration gouvernementale ne soit pas destinée au Sénat comme à la Chambre?

M. Martens, Premier ministre. — Je suis à la disposition du Sénat; je suis d'ailleurs à la tribune du Sénat.

M. Delmotte. — La Chambre n'est pas un lieu privilégié.

M. Martens, Premier ministre. — Ce n'est pas à moi de régler l'ordre des travaux du Sénat.

M. Delmotte. — En vertu du 3° de l'article 25, nous pouvons demander une modification de l'ordre des travaux; c'est donc ce que nous faisons, en fonction de la déclaration et des questions posées par M. Spitaels.

M. le Président. — Je vous propose de voter par assis et levé sur cette demande.

M. André. — Monsieur le Président, compte tenu que nous étions convenu qu'il n'y aurait pas de vote aujourd'hui et que, cependant, un vote est demandé, je souhaite qu'on suspende la séance pour quelques minutes.

Mme Pétry. — Pour appeler vos troupes!

M. le Président. — Qu'entendez-vous, monsieur André, par quelques minutes?

M. André. — Je dirais un bon quart d'heure.

M. le Président. — D'accord. La séance est donc suspendue.

— La séance est suspendue à 10 h 45 m.

De vergadering wordt geschorst te 10 u. 45 m.

Elle est reprise à 11 h 25 m.

Ze wordt hervat te 11 u. 25 m.

M. le Président. — La séance est reprise.

De vergadering is hervat.

La parole est à M. Jacques Wathelet pour un rappel au règlement.

M. J. Wathelet (rappel au règlement). — Monsieur le Président, chers collègues, il y a quelques instants, le groupe socialiste a demandé l'application du 3^e de l'article 25 de notre règlement. Celui-ci est libellé comme suit : « Il est toujours permis de demander la parole pour proposer une modification à l'ordre des travaux. »

Jusqu'à présent, je n'ai pas entendu de précision quant à la modification spécifiquement demandée puisque les questions posées par M. Spitaels s'intègrent dans le débat sur le projet de loi inscrit à notre ordre du jour.

J'ajoute que le règlement prévoit aussi : « Les demandes tendant à l'ajournement ou à la clôture du débat interrompent immédiatement la discussion en cours. Les autres doivent, au préalable, être communiquées par écrit au Président qui juge de leur recevabilité et fixe éventuellement le moment auquel elles pourront être développées. »

Je tenais à rappeler cet article 25 parce qu'il me paraît fondamental dans l'ordonnement de nos débats. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. Delmotte.

M. Delmotte. — Monsieur le Président, messieurs les ministres, chers collègues, pour répondre à la question posée par M. Wathelet, chef du groupe PLP, les groupes de l'opposition viennent de déposer au greffe une motion ainsi libellée : « Le Sénat, constatant que le Premier ministre a déclaré que l'accord du 21 juin 1983 constitue un ajout à la déclaration gouvernementale, estime que le gouvernement, conformément à une règle fondamentale de notre pratique parlementaire, doit se présenter devant les Chambres pour obtenir la confiance du Parlement. »

Monsieur le Président, nous demandons donc au Sénat de bien vouloir se prononcer immédiatement sur cette motion déposée par tous les groupes de l'opposition. (*Applaudissements sur les bancs socialistes et sur ceux du FDF et de la Volksunie.*)

M. le Président. — Mesdames, messieurs, nous devons d'abord nous prononcer sur la demande formulée tantôt par M. Delmotte, au sujet de laquelle M. André a d'ailleurs demandé une suspension de séance, et tendant à modifier notre ordre du jour.

Il s'agit de savoir si nous y inscrivons d'abord les questions qu'a posées M. Spitaels, ou si nous maintenons l'ordre des travaux tel que prévu, auquel cas tous les sénateurs auront, dans le cadre de la discussion générale du projet de loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, l'occasion de poser les questions qu'ils souhaitent, étant entendu que M. le Premier ministre y répondra quand bon lui semblera.

La parole est à M. Delmotte.

M. Delmotte. — Monsieur le Président, j'ai introduit tantôt, au nom de mon groupe, une demande de modification des travaux se basant sur le 3^e de l'article 25 de notre règlement. La motion que je viens de présenter, au nom des groupes de l'opposition, est étroitement liée à cette modification de notre ordre des travaux, puisque n'ayant toujours pas reçu de réponse à la question bien précise posée quant à l'ajout à une déclaration gouvernementale, cette motion constitue un préalable par rapport au 3^e de l'article 25 de notre règlement.

C'est sur cette motion que je demande instamment que le Sénat se prononce.

M. le Président. — La parole est à M. Jacques Wathelet.

M. J. Wathelet. — Monsieur le Président, je saisis moins encore maintenant la portée de la démarche du groupe socialiste.

Si je comprends bien, on fait état d'une interpellation — c'est ainsi qu'il faut interpréter le discours de M. Spitaels en début de matinée — à la suite de laquelle une motion a été déposée.

Il ne s'agit dès lors plus de l'application de l'article 25 invoqué il y a un instant.

Je souhaiterais qu'il n'y ait pas de confusion au niveau de la procédure; le vote sur la motion ne doit donc pas intervenir maintenant.

M. Basecq. — Ne faites pas semblant de ne pas comprendre, monsieur Wathelet.

M. le Président. — M. Delmotte a été très précis, il demande d'abord de procéder au vote sur la motion.

M. Delmotte. — C'est un préalable au débat.

M. le Président. — Dans ce cas, je propose de suspendre la séance et de nous réunir à 15 heures afin de donner entre-temps aux groupes l'occasion d'en discuter.

Mme Pétry. — C'est un faux-fuyant.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vanderpoorten.

De heer Vanderpoorten. — Mijnheer de Voorzitter, hetgeen de heer Wathelet heeft gezegd is duidelijk. De motie werd ingediend en men zal erover discussiëren op het ogenblik waarop u dat bepaalt. Wij kunnen nu beginnen met de agenda dus met het ontwerp over de bijzondere machten. Ik zie niet in hoe men het probleem van het staal kan oplossen door steeds maar uit te stellen erover te spreken. Laten we dus nu het debat over de bijzondere machten aanvangen en over de motie spreken in de loop van vanmiddag of morgen. Dit is conform ons reglement.

M. le Président. — La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, je crois que la motion déposée par mon groupe est d'une qualité particulière. Elle fait, en effet, appel à une tradition fondamentale du Parlement, à savoir qu'on n'entame aucun travail parlementaire aussi longtemps que le gouvernement n'a pas obtenu la confiance sur toute déclaration gouvernementale qu'il a faite. (*Vives protestations sur les bancs de la majorité.*)

Vous avez dit, monsieur le Premier ministre, que c'était un ajout à la déclaration gouvernementale.

M. Martens, Premier ministre. — Non ! (*Vives protestations sur les bancs socialistes et du FDF.*)

M. Lallemand. — Vous l'avez dit à deux reprises, monsieur le Premier ministre. Il n'est pas normal que sur un ajout à une déclaration gouvernementale, vous ne demandiez pas la confiance du Parlement avant d'entamer un débat sur les pouvoirs spéciaux que vous lui réclamez. (*Applaudissements sur les bancs socialistes et du FDF.*)

De heer De Bondt. — Wanneer wordt over die motie gestemd ?

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, de juiste toepassing van artikel 25 van ons reglement, waarop de collega's van de socialistische fractie een beroep doen, houdt in dat indien die vraag vergezeld wordt van een motie, de Voorzitter het tijdstip bepaalt waarop de stemming over deze motie zal plaatsvinden. Ondertussen worden de werkzaamheden van de Senaat voortgezet.

Zo werd dit altijd geïnterpreteerd in de Senaat. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, met uw toelating heeft de heer Spitaels bij de aanvang van deze vergadering aan de Eerste minister een lijst concrete vragen voorgelegd. De Eerste minister heeft zich bereid verklaard daarop te antwoorden vóór het debat over de bijzondere machten zou aanvangen, mijnheer Vanderpoorten.

Mevrouw Pétry. — Zeer juist.

De heer Vanderpoorten. — De Voorzitter van de Senaat en de commissie voor de Parlementaire Werkzaamheden leggen de agenda vast; niet de Eerste minister.

De heer Van In. — Andere leden van de Senaat hebben gemeend, hierbij aansluitend en zich beroepend op het reglement, ook een aantal vragen te moeten stellen. Het enige wat wij vragen, is dat u, mijnheer de Voorzitter, als hoeder van de goede gang van zaken in de vergadering, ervoor zorgt dat iedereen, die om het woord verzoekt

om precieze vragen te stellen, het woord krijgt. (*Applaus op de banken van de Volksunie en op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Wanneer iemand een beroep doet op artikel 25 van het reglement, is het normaal dat hij het woord krijgt.

Ik heb geprobeerd uit de toespraak van de heer Spitaels te distilleren welke de precieze vraag was met betrekking tot artikel 25. Zijn vraag houdt inderdaad verband met de agenda in die zin dat de heer Spitaels prioriteit vraagt voor een onderwerp. De Eerste minister zou dan op zijn vragen antwoorden. Mijn zorg was op dat ogenblik aan alle leden van de Senaat de gelegenheid te geven soortgelijke vragen te stellen.

Het leek mij wijs het debat gewoon te beginnen. De Eerste minister zou dan antwoorden wanneer hij kan.

Wij hebben daarnet vergaderd met de fractievoorzitters en, geconfronteerd met de vraag van de heer Delmotte over deze wijziging van de agenda, meende ik dat het voor de hand ligt dat daarover wordt gestemd. Volgens de uitslag van deze stemming zou dan ofwel het algemeen debat aanvangen, zoals de agenda vermeldt, ofwel zou het debat worden voortgezet over het onderwerp aangesneden door de heer Spitaels.

Bij het binnenkomen hier vind ik de motie van de heer Delmotte. Mij komt het voor dat die motie gewoon in het debat moet worden betrokken en dat wij ons erover uitspreken nadat de gedachtenwisseling heeft plaatsgehad en na het antwoord van de Eerste minister.

Ik word geconfronteerd met het ietwat merkwaardige feit dat de heer Delmotte niet meer de stemming vraagt over zijn eerste verzoek wel over zijn motie. Dat maakt het wel bijzonder moeilijk. Immers over die motie kunnen wij discussiëren en ons uitspreken wanneer wij het ogenblik geschikt achten.

Het is niet gebruikelijk dat ik hiermee onverwacht wordt geconfronteerd. Naar mijn mening is dat niet mogelijk. De heer Delmotte heeft eigenlijk zijn vraag tot stemming ingetrokken.

Ik vraag op mijn beurt uw instemming, ten eerste, om onze agenda aan te vatten en, ten tweede, om de motie te bespreken tijdens het algemeen debat en erover te stemmen op het einde van de algemene beraadslaging, alvorens de bespreking van de artikelen aan te vatten.

Wij zullen intussen de gelegenheid hebben gehad om naar de antwoorden van de Eerste minister te luisteren. Ik meen dat mijn voorstel objectief is. Het is de meest gebruikelijke procedure in de Senaat. Aldus zal iedereen de gelegenheid hebben zijn vragen te stellen.

Is de vergadering het hiermede eens ?

Mme Pétry. — Non, monsieur le Président, nous demandons le vote sur la motion.

M. le Président. — La parole est à M. Delmotte.

M. Delmotte. — Je maintiens ce que j'ai dit tout à l'heure, monsieur le Président, à savoir que la décision du Sénat sur la motion présentée par les groupes d'opposition constitue un préalable. Il faut savoir prendre ses responsabilités sur la notion d'ajout à la déclaration gouvernementale et renvoyer le gouvernement devant les Chambres pour s'en expliquer.

C'est un point de départ avant tout débat et c'est donc là-dessus que le Sénat doit se prononcer.

M. le Président. — Je comprends votre thèse. Je tiens toutefois à signaler, en tant que Président du Sénat, que je n'ai pas eu officiellement connaissance d'une intention du gouvernement de faire un ajout à la déclaration gouvernementale.

M. Delmotte. — Il me paraît bizarre, monsieur le Président, que le Premier ministre reste muet, se contentant de brandir de temps à autre un papier, sans démentir en aucune façon les propos qu'il a tenus au cours du dernier week-end, propos qui reconnaissaient qu'il s'agissait bien d'un ajout à la déclaration gouvernementale.

Mme Pétry. — Qu'il dise oui ou non !

M. Martens, Premier ministre. — Il s'agit d'une décision du gouvernement qui se base sur la déclaration gouvernementale du 17 décembre 1981. (*Protestations sur divers bancs.*)

M. Basecq. — Vous tenez deux langages différents !

M. Lallemand. — Ce n'est pas ce que vous avez dit !

De Voorzitter. — Is de vergadering het eens met mijn voorstel van zoëven ?

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, wij wensen als aanvulling van de uiteenzetting van de heer Spitaels een aantal vragen te stellen.

De Voorzitter. — U zult daarvoor de gelegenheid krijgen, mijnheer Van In.

Wij vatten dus nu onze agenda aan.

PROJET DE LOI ATTRIBUANT CERTAINS POUVOIRS SPECIAUX AU ROI

Discussion générale

ONTWERP VAN WET TOT TOEKENNING VAN BEPAALDE BIJZONDERE MACHTEN AAN DE KONING

Algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est à M. François, rapporteur. (*Les membres des groupes PS, PCB et FDF quittent l'hémicycle.*)

M. François, rapporteur. — Monsieur le Président, monsieur le Premier ministre, messieurs les ministres, chers collègues, un mot d'abord de la méthode utilisée lors de la rédaction du rapport de votre commission. Le temps pressait. C'est la raison pour laquelle les services ont assuré un compte rendu global et quotidien, et je voudrais profiter de l'occasion pour dire combien, dans des circonstances pourtant difficiles, les services de commissions et ceux du *Compte rendu analytique*, qui avaient été appelés en renfort, ont fourni un travail de qualité. Ce compte rendu a été envoyé au jour le jour, sinon heure par heure, à l'imprimerie; les « bonnes feuilles » ont été relues et corrigées une première fois avant que le texte intégral du rapport ne soit soumis page par page — je serais tenté de dire ligne par ligne — à la critique de l'ensemble des membres de la commission, et cela pendant toute une journée.

En outre, et pour permettre aux sénateurs de se faire plus rapidement une idée des débats qui ont eu lieu en commission, nous avons assuré une synthèse, notamment de la discussion générale. Dans cette synthèse, vous retrouverez les grands axes des débats, les thèses des uns et des autres.

Je ne reprendrai pas, point par point, tous les sujets qui furent débattus mais je vais tenter une fois encore, d'en cerner les principaux aspects.

Notre collègue M. Vermeiren exposera au Sénat le contenu des pouvoirs spéciaux, c'est-à-dire essentiellement l'essence même de l'article premier de ce projet.

Quelle est, à propos du projet qui nous est soumis, la thèse du gouvernement ?

Selon lui, fin 1981, la situation du pays était fondamentalement dramatique, dans trois secteurs : la balance des paiements, le chômage et le déficit des finances publiques.

Il fallait agir avec détermination, rapidité, efficacité et cohérence. C'est pourquoi il a demandé une première fois des pouvoirs spéciaux en 1982. Grâce à ces pouvoirs spéciaux, qui lui ont été accordés jusqu'à la fin de l'année dernière, il a pu, dit-il, régler certains problèmes et jeter les bases du redressement économique et social. Les premiers résultats de la politique de redressement ont été atteints : la compétitivité des entreprises a été restaurée et le déficit de la balance des paiements réduit de moitié. Néanmoins, le gouvernement ajoute que la situation reste très préoccupante en ce qui concerne l'emploi et aussi pour ce que est de la maîtrise des finances publiques, et cela tant pour la sécurité sociale que pour les pouvoirs locaux, les parastataux ou la restructuration et la viabilité des secteurs dits nationaux.

En ces domaines, des mesures nouvelles ou complémentaires s'imposent de toute urgence et c'est la raison pour laquelle le gouvernement demande aujourd'hui une nouvelle délégation de pouvoirs allant

soit jusqu'à fin 1983, soit jusqu'à la fin du premier trimestre 1984, pour certaines matières bien précises à propos desquelles d'autres mesures pourraient s'avérer indispensables, après le traditionnel contrôle budgétaire du début 1984.

C'est donc à partir de cette thèse gouvernementale très schématisée, que les points de vue en commission se sont exprimés et affrontés.

La discussion a tourné essentiellement autour de deux axes : le fondement politique des pouvoirs spéciaux demandés, et leur fondement démocratique.

Le fondement politique d'abord. En d'autres mots : les pouvoirs spéciaux sont-ils vraiment efficaces ? Sont-ils encore aujourd'hui justifiés par l'urgence et la nécessité ? Efficacité : des membres ont fait remarquer que le problème de l'assainissement de la sécurité sociale, en particulier, et des finances publiques, en général, ainsi que celui du chômage, avaient déjà fait l'objet de délégations de pouvoirs en 1982. Puisque le gouvernement, armé de pouvoirs spéciaux en ces matières, n'a pas pour autant réussi à y apporter des solutions, pourquoi y réussirait-il mieux demain avec d'autres pouvoirs spéciaux ?

L'opposition a fait remarquer aussi que si la compétitivité des entreprises avait été restaurée, elle l'avait été grâce à une série de mesures lourdes à supporter par les seuls travailleurs : la dévaluation, la suppression de l'indexation, la modération salariale et la réduction du pouvoir d'achat : cette dernière a d'ailleurs ouvert la voie à la déflation. Si, bien que les mesures prises ont eu finalement, selon l'opposition, l'effet inverse de celui escompté : une baisse de la consommation intérieure provoquant elle-même une baisse de la production de nos entreprises et une aggravation du chômage.

A cela, le gouvernement a, notamment, fait remarquer que la première délégation de pouvoirs lui avait permis de jeter les bases d'une meilleure gestion des finances publiques, mais que des mesures complémentaires s'imposent. Par ailleurs, il faut intervenir d'urgence en ce qui concerne la situation financière des parastataux et des pouvoirs subordonnés.

Le Premier ministre a rappelé que, grâce aux mesures prises par le premier train de pouvoirs spéciaux, le total des dépenses des pouvoirs publics a pu être stabilisé en regard du produit national brut. L'objectif du gouvernement est, grâce à de nouvelles mesures énergiques, de pratiquer une première fois, en 1984, et une deuxième fois, en 1985, de nouvelles économies de l'ordre de 100 milliards chaque fois et cela, afin de ramener le déficit global des finances publiques pour 1985 et par rapport au produit national brut, à la moyenne européenne. En ce qui concerne alors l'emploi, le Premier ministre a affirmé, en commission, se basant à la fois sur le rapport de l'OCDE et sur une étude de la Banque Nationale qu'on pouvait raisonnablement espérer une stabilisation du nombre de chômeurs pour 1985 et que, d'ores et déjà, les mesures prises avaient permis que le nombre de chômeurs ne se soit pas accru de quelque 50 000 unités.

Y a-t-il urgence ? Y a-t-il nécessité ? Non, a répété l'opposition.

Non, parce que les problèmes que le gouvernement entend régler par ces pouvoirs spéciaux auraient pu l'être par des lois normales. Pour preuve, le fait que des projets de réformes fondamentales de la sécurité sociale et de refonte des régimes de pensions, par exemple, vont être déposés sur le bureau des Chambres. Pour l'opposition, le gouvernement veut en fait gouverner par voie de pouvoirs spéciaux pendant toute la législature, car s'il devait passer au coup par coup devant les Chambres législatives, il ne trouverait pas de majorité pour appuyer ses projets.

Il y a urgence, il y a nécessité, répondent et la majorité et le gouvernement. Le Premier ministre signale à ce propos, qu'à son avis, il y a état d'urgence et de nécessité chaque fois qu'on se trouve devant l'obligation, par exemple, d'exécuter un budget contenant un plan important d'assainissement. En effet, dit-il, il ne suffit pas de prévoir des économies sur papier, ces économies entraînent une série de mesures techniques en cascade qui doivent être prises très vite et de manière cohérente si l'on veut respecter l'objectif initial d'assainissement qu'on s'est fixé.

Voilà en gros, bien sûr, les arguments pour et les arguments contre le fondement technique et politique de ces pouvoirs spéciaux.

Mais, je l'ai dit, la discussion a tourné aussi autour du fondement démocratique de ces mêmes pouvoirs spéciaux réclamés par le gouvernement.

Ici encore on pourrait scinder la discussion en deux thèmes : d'abord le projet actuel, ensuite et de manière plus générale, l'avenir du régime parlementaire et de la démocratie.

D'abord le projet actuel. Le gouvernement a, d'emblée, dans l'exposé des motifs et aussi dans l'introduction de la discussion générale

faite en commission par le Premier ministre, tenu à signaler que, plus encore qu'en 1982, il avait tenu à améliorer la qualité juridique des textes d'une part et à mieux assurer le rôle du Parlement d'autre part. La qualité juridique des arrêtés sera améliorée notamment grâce à un appel systématique au Conseil d'Etat; quant au Parlement, il sera informé sur la teneur des arrêtés avant publication au *Moniteur* et si ces arrêtés ne sont pas confirmés par une loi votée, soit avant la fin de l'année 1984, soit avant la fin du premier trimestre 1985 pour les arrêtés qui auraient été pris dans le courant du premier trimestre 1984; si donc il n'y a pas confirmation, il y aura automatiquement abrogation. Ce qui est nouveau par rapport aux pouvoirs spéciaux antérieurs, notamment ceux de 1982, qui ne prévoyaient cette confirmation que pour les matières fiscales.

En clair cela signifie que le dernier mot reste au Parlement. C'est la thèse de la majorité et du gouvernement mais ce n'est pas celle de l'opposition telle qu'elle a été exprimée en commission.

L'opposition estime en effet, que la qualité d'un texte de loi n'est pas seulement juridique et que la consultation du Conseil d'Etat et les cogitations des cabinets ministériels ne remplacent pas, même si elles sont de grande tenue, le débat contradictoire tel qu'il se déroule généralement en commission et en séance publique, débat contradictoire qui est à la base même de la démocratie. Quant au vote de la loi de confirmation, même si chaque arrêté fera l'objet d'un article de cette loi, le vote aura lieu sur l'ensemble et il s'agira dès lors d'un oui ou d'un non global, donc le débat contradictoire sera une nouvelle fois supprimé puisqu'il ne sera même pas possible d'amender les arrêtés, le droit d'amendement ne jouant qu'après la confirmation, c'est-à-dire, lorsque des arrêtés sont devenus des lois pouvant alors être amendés par d'autres lois. Telle est — telle fut, en tout cas en commission — la thèse défendue par les membres de l'opposition. Tandis que ceux de la majorité, par contre, mettaient l'accent sur le renforcement du rôle dévolu au Parlement dans le cadre de cette loi d'habilitation par rapport aux autres lois de pouvoirs spéciaux qu'on a connues dans le passé même récent. Ils devaient faire valoir aussi que la délégation de pouvoirs est une question de confiance entre le gouvernement et sa majorité parlementaire.

Venons-en enfin aux conséquences d'un recours fréquent aux pouvoirs spéciaux sur l'avenir du régime parlementaire et, de manière plus générale, de notre démocratie. Il s'agit là, bien sûr, d'un débat beaucoup plus fondamental. Il a été effleuré au cours des discussions de votre commission, notamment quant à savoir s'il y a encore démocratie quand il n'y a plus débat contradictoire et si les pouvoirs spéciaux suppriment ou non ce débat contradictoire au Parlement ou ailleurs.

Ce problème, je pense, ne peut pas nous laisser indifférents. J'ai dit moi-même, en commission, qu'il y a plusieurs attitudes possibles face à une demande de pouvoirs spéciaux. Ou pour dire les choses plus clairement, chaque parlementaire peut réagir de manière différente lorsqu'on lui demande de céder une partie de ses pouvoirs, de les déléguer pour un temps et dans des matières déterminées. Il peut dire non sans plus, en rejetant tous les arguments d'urgence, de nécessité, de cohérence; en oubliant que, selon les circonstances, toutes les tendances politiques qui ont participé au gouvernement de ce pays ont été appelées parfois à faire usage de pouvoirs spéciaux. Il peut dire oui aussi, par facilité, parce qu'il appartient à la majorité et que la majorité en a décidé ainsi. Je suis sûr que nul d'entre nous ne se range, ni dans l'une ni dans l'autre de ces catégories. Bien sûr, il y aura des partisans et des adversaires. Bien sûr, la majorité accordera au gouvernement les pouvoirs spéciaux qu'il demande parce que, elle l'a dit en commission, elle a confiance en ce gouvernement. Bien sûr l'opposition, qui ne partage pas cette confiance et voudrait voir mener une autre politique, n'accordera pas les pouvoirs spéciaux.

Mais le débat démocratique est plus fondamental; il s'inscrit au-delà du vote d'aujourd'hui. Et nous avons tous le droit, le devoir, de nous y intéresser et de nous poser les questions qui s'imposent : à travers l'usage des pouvoirs spéciaux, la démocratie est-elle encore respectée ? Le régime parlementaire y trouve-t-il son compte ? A cela les uns répondent par l'affirmative tandis que d'autres sont beaucoup plus circonspects.

Je le répète, le problème n'a pas été examiné de manière approfondie par votre commission, seulement effleuré. Mais on a pu constater cependant que les lignes de partage des thèses en présence n'étaient pas les mêmes que celles qui séparent généralement la majorité de l'opposition; et c'est une bonne chose, puisque cela indique que de part et d'autre on réfléchit au problème en terme de responsabilité et pas en terme de parti.

J'en terminerai donc par l'exposé de quelques idées recueillies au cours des réunions de commission mais aussi auprès de personnes qualifiées qui ont consacré des articles ou des ouvrages très intéressants à l'avenir du parlementarisme.

Des idées qui peuvent constituer autant de pistes pour les discussions qu'à mon sens nous devrions avoir et très vite à ce propos au sein de notre assemblée.

Pour le professeur Van Impe de la VUB et qui fut aussi un conseiller très écouté au Sénat, les pouvoirs spéciaux ne mettent nullement en danger l'avenir de notre régime parlementaire et de nos institutions démocratiques.

Les événements ont évolué de telle sorte depuis 1931 que le Parlement n'est plus aujourd'hui le lieu où l'on élabore la loi, sa mission essentielle, je cite le professeur Van Impe « est de désigner le gouvernement chargé outre de la gestion quotidienne de préparer les mesures législatives ». Dans ces conditions, ajoute-t-il, « le travail parlementaire se réduit à un acte d'adhésion globale à une politique tracée par le gouvernement et de ratification des projets présentés par celui-ci ». Et plus loin dans un livre qu'il consacre au régime parlementaire en Belgique, il note à propos des pouvoirs spéciaux cette fois, que « la majorité parlementaire n'hésite pas à déléguer ses pouvoirs aux cabinets faits à son image puisqu'il ne s'agit que d'une délégation révocable à tout instant ».

Mevrouw N. Maes. — Die professor is interessant, die kan zelfs een dictatuur goedpraten!

M. François. — Pour M. Van Impe, ceci n'est pas contraire aux exigences de la démocratie puisque les parlementaires sont en quelque sorte devenus de grands électeurs et que le gouvernement fait l'objet d'élections au deuxième degré, de sorte que sa légitimité se fonde également sur une base démocratique. En outre, la véritable démocratie tient dans la sanction politique : « Les députés, les sénateurs et les ministres ne sont que des dépositaires temporaires voire même provisoires de la puissance publique, puisqu'à chaque moment les ministères peuvent être renversés et les assemblées législatives dissoutes. »

M. Luyten. — Par motion pure et simple!

Mevrouw N. Maes. — Ha! Ha! Door de regeringspartijen zeker?

M. François. — Pour M. Van Impe, c'est ce caractère essentiellement provisoire des gouvernements les plus solides et des majorités les plus larges et les plus cohérentes qui empêche ces gouvernants d'une législatrice d'abuser de leur puissance et de méconnaître les libertés constitutionnelles des citoyens.

Cette thèse se rapproche de celle défendue par un ancien président de la Chambre, membre de l'actuel gouvernement et qui, dans une allocution prononcée en septembre 1979, affirmait qu'aujourd'hui encore et en dépit de la concurrence d'autres organes d'expression des divers intérêts, seuls les représentants élus par le peuple ont une vraie légitimité et celle-ci est d'autant plus forte qu'elle est régulièrement renouvelée par le peuple souverain. « Le gouvernement n'existe en fait que par le soutien du Parlement et s'il le perd il doit présenter sa démission. Dès lors, le Parlement continue bien de jouer un rôle central dans la conduite du pays. »

Mais pour d'autres — j'ai eu l'occasion de le dire déjà — l'usage des pouvoirs spéciaux supprime ce qui constitue l'essence même de la démocratie, à savoir le débat contradictoire. On gouverne à coups de blancs-seings; le Parlement accorde des mandats globaux, il se prononce par oui ou par non sur un ensemble de propositions.

Pour ceux-là, la fréquence du recours à l'usage des pouvoirs spéciaux explique les tentatives auxquelles on assiste depuis un certain temps et qui voudraient conduire le pays vers un régime référendaire. De fait, si les parlementaires ne sont plus que de grands électeurs, se prononçant par oui ou par non, la technique, demain, rendra possible d'interroger non plus 212 députés mais l'ensemble de la population qui, chez elle, dans son salon, et via les nouvelles techniques de télécommunication, pourra, en poussant sur un bouton, dire si elle est ou non d'accord avec telle mesure, telle attitude, telle décision que le gouvernement veut prendre ou a prise. Ce schéma n'est pas du domaine de l'utopie; il a été longuement évoqué lors d'un colloque organisé en Angleterre en 1981 et dont Hugo De Ridder a longuement rendu compte à l'époque dans le journal *De Standaard*. Le journaliste mettait l'accent sur le danger d'un tel système.

Le débat contradictoire organisé jusqu'ici au Parlement peut-il être remplacé valablement par des sondages à sens unique ou par des articles de journaux ou les débats à la radio et à la télévision? La plupart des tenants de la démocratie en doutent. Les délibérations en commission sont souvent, sont toujours, beaucoup plus constructives

que celles qui se déroulent en séance publique. Peut-on imaginer des discussions franches, loyales, fructueuses, à propos de problèmes difficiles et qui exigent que chacun prenne ses responsabilités? Peut-on espérer que de telles discussions soient constructives lorsqu'elles se déroulent sur la place publique? Poser la question, c'est y répondre.

Le Parlement doit donc rester le lieu de rencontre et de confrontation des gouvernants et des représentants légitimes de l'opinion publique tel qu'il est prévu dans un régime de démocratie parlementaire. Mais ce Parlement doit s'adapter. Il doit être mieux informé, mieux outillé; il doit pouvoir s'entourer de spécialistes, ceux qu'on appelle aujourd'hui les technocrates mais sans pour autant leur donner un pouvoir qu'ils ne demandent pas, d'ailleurs.

« Il y a toujours eu des spécialistes, note Pierre Chatelet dans une étude publiée dans la *Revue des Deux Mondes* et qu'il intitule, hélas! : Crépuscule de la démocratie parlementaire, il y a toujours eu des spécialistes, toutefois le transfert en leurs mains du pouvoir de décision est un phénomène récent qui vient, non de l'impérialisme des techniciens, mais de l'abdication des politiques. Cette abdication revêt deux formes : ou le politique veut jouer au technicien et il perd pied; ou il est le jouet des techniciens, plus ou moins inconsciemment, parce qu'il ne sait pas s'imposer dans l'un et l'autre cas, c'est parce qu'il ne fonde pas son autorité sur sa différence. »

C'est là qu'est tout le problème peut-être. Il ne faut pas s'accrocher au passé et condamner le progrès qui viendrait nous voler nos prérogatives parlementaires : les problèmes sont devenus plus complexes et il faut donc faire de plus en plus appel aux spécialistes, c'est bien normal. Les médias expliquent et informent plus rapidement que le Parlement ne pourra jamais le faire et sont même souvent informés avant lui : cela n'a, en soi, rien de répréhensible si la décision politique continue d'être prise là où elle doit l'être après des débats approfondis, mais selon des méthodes et avec des outils plus modernes permettant un meilleur jugement et une plus grande efficacité. C'est sans doute ce modèle néo-parlementaire qui se cherche encore et auquel le ministre Nothomb faisait allusion dans l'allocution que j'ai rappelée tout à l'heure : « Le problème de la revalorisation du Parlement n'est d'ailleurs pas limité, ajoutait-il, à une amélioration technique des procédures parlementaires. Il est peut-être surtout dans une réflexion sur la fonction même que le Parlement cherche à remplir. »

Cette réflexion, il est plus que temps que nous la menions à bien ensemble. Cela devait être dit à l'occasion de ce débat sur les pouvoirs spéciaux, car d'aucuns ont tendance à présenter ceci comme une mise en vacances du Parlement, alors qu'il a été souligné en commission que la précédente période de pouvoirs spéciaux, celle de 1982, n'avait pas empêché le Parlement de réaliser un travail législatif très important, à la fois quant au nombre de projets et de propositions examinés et votés et quant à la teneur et à l'importance de ces projets et propositions.

Mais pour le public, l'impression peut subsister que les grands électeurs que nous serions devenus délèguent leurs pouvoirs au gouvernement sans plus assumer autrement leur rôle de représentant du peuple.

Or, faut-il rappeler que des sondages réalisés dans tous les pays où existe encore un régime parlementaire démocratique montrent que la confiance du public dans les institutions politiques a été très largement entamée?

De heer Luyten. — En hoe zou dat komen?

M. François. — Pourtant, chacun s'accorde à reconnaître que le succès, plus que l'existence même de la démocratie, est fondé avant tout sur la confiance que le peuple place dans les institutions démocratiques. Puisque ceci est primordial, et nous tenons tous à la démocratie, nous devons faire en sorte que et dans la majorité et dans l'opposition et au gouvernement et dans les partis politiques — et parmi ceux qui, à quelque degré ou à quelque endroit que ce soit, exercent des influences ou des pouvoirs sur l'opinion publique — tous ensemble nous devons éviter de faire quoi que ce soit qui puisse discréditer davantage nos institutions et, au contraire, faire tout ce qui est possible pour leur rendre cette confiance indispensable de l'opinion publique. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vermeiren, rapporteur.

De heer Vermeiren, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Eerste minister, geachte collega's, misschien zal mijn toelichting ietwat langdradig overkomen en dan verontschuldigd ik mij daarvoor,

maar dit ontwerp van wet is zo belangrijk dat ik als rapporteur de besprekingen die in de commissie werden gevoerd speciaal wat artikel 1 betreft, toch wat nader moet omschrijven.

Staat u mij toe dat ik eerst en vooral enkele woorden van dank uitspreek : aan mijn collega mederapporteur, de heer François, voor zijn vele inspanningen van coördinatie, aan de collega's commissieleden voor hun zeer constructieve bijdrage en tenslotte aan de ambtenaren en de diensten van de Senaat voor hun zeer adequate inspanningen.

Uit het voor ons liggend ontwerp van wet, tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, blijkt dat de regering op drie terreinen over bijzondere machten wenst te beschikken : de openbare financiën, de werkgelegenheid en de herstructurering van de nationale sectoren.

Deze bijzondere machten zullen lopen tot 31 december 1983. De limiet is echter 31 maart 1984 voor de uitvoering van de begroting, daarin begrepen zijnde het financieel evenwicht van de sociale zekerheid voor 1983 en 1984. De fundamentele hervorming van de sociale zekerheid zal echter geschieden volgens de normale parlementaire procedure.

Alvorens een meer gedetailleerd overzicht te geven van de besprekingen van artikel 1 wens ik de aandacht erop te vestigen dat op het stuk van de tewerkstelling in de Kamercommissie twee elementen aan het project zijn toegevoegd. Het eerste element is terug te vinden in het 9° lid van artikel 1 waarin de mogelijkheid geschapen wordt om interprofessionele akkoorden tot stand te brengen ter invoering van een zekere controle op de aanwending, ten gunste van de werkgelegenheid, van de aanvullende matiging die zelf het gevolg is van de besluiten mrs. 180 en 181.

Punt 10 is in het ontwerp opgenomen als gevolg van een parlementair initiatief. Het strekt ertoe de modaliteiten vast te stellen van het overleg over de invoering van nieuwe technologieën, indien er vóór 1 oktober geen interprofessioneel akkoord mogelijk zou zijn. In dit kader hebben de sociale partners zich ertoe verbonden onderhandelingen te beginnen in de Nationale Arbeidsraad.

In tegenstelling met wat in het verleden — en vooral tijdens de bespreking in de Kamer — het geval was, was het niet zozeer de constitutionele grondslag die de aandacht van de Senaatscommissie genoot, doch eerder de praktische aard van het wetsontwerp.

Ter discussie lag vooral de « noodzaak en urgentie », zowel voor de uitvoering van de begroting 1983 als voor de voorbereiding van de begroting 1984, voor de verwezenlijking van het financieel evenwicht inzake de sociale zekerheid, als voor de sanering van de openbare financiën. De in artikel 1 vervatte maatregelen moeten het de regering mogelijk maken het tot op heden gevoerd sociaal-economisch beleid niet alleen te bestendigen, doch krachtadiger verder te zetten. Niemand zal nog betwisten dat het beleid van de regering het fundamenteel is geweest tot een herstel van het concurrentievermogen van de Belgische ondernemingen.

Zo wordt dan ook algemeen verwacht dat voor 1983 het relatief aandeel van het beschikbare inkomen van de vennootschappen in het nationaal inkomen 4 pct. hoger zal liggen dan in 1981 en dat het daarmee opnieuw het niveau van de jaren 1970-1973 zal bereiken.

Dit is ongetwijfeld wel het meest opmerkelijke resultaat van het tot hertoe gevoerde beleid.

De ter bespreking liggende bijzondere machten zijn vooral dringend noodzakelijk om de verbeterde kostenfactor door een ombuiging van het inkomensbeleid, het gevoerde monetair beleid en de feitelijke opwaardering van de Belgische frank, de gunstige vooruitzichten inzake de inflatie, de stabilisering van de overheidsfinanciën, de matiging van de privé-consumptie, de merkwaaardige herleving van de bedrijfsinvesteringen, de aanmerkelijke verbetering van de handels- en dienstbalans van de BLEU, de stijgende uitvoer, de mogelijke positieve economische groei en de in zicht zijnde stabilisering van de werkloosheid in de kortst mogelijke tijd door aanvullende maatregelen verder in goede banen te leiden.

De beperking of vermindering van de openbare uitgaven, onder meer door het bedrag en de toekenningsmodaliteiten van de subsidies, vergoedingen en uitkeringen vast te stellen die, geheel of ten dele, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten laste zijn van de Staat, zoals vervat in artikel 1, 1°, deed in de commissie wel de vraag rijzen of een te nemen maatregel moet voldoen aan elk van de vastgelegde criteria of slechts aan één van die punten.

Door de minister van Begroting werd bevestigd dat één enkel criterium voldoende is. Daarenboven gaat de Raad van State telkens na of de voorgestelde maatregel in de lijn ligt van de doeleinden van het artikel.

Het is van belang erop te wijzen dat eerst de algemene doeleinden worden vastgesteld en dat daarna de middelen worden opgesomd die zullen worden aangewend om die algemene doeleinden te bereiken. Belangrijk is ook, erop te wijzen dat artikel 1, 1°, vrijwel dezelfde tekst is als die van de wet van 2 februari 1982, behalve wat de mogelijkheid betreft om, bij machtigingsbesluiten, een systeem van begrotingsenveloppen in te voeren dat de mogelijkheid schept om kredieten die gespreid zijn over verschillende departementen te groeperen.

De toepassing van dit 1° zal worden aangewend voor de uitvoering van de begroting 1983 en voor de begroting 1984.

Uit ramingen kan nu reeds worden afgeleid dat op basis van de eerste zes maanden, wat de begroting 1983 betreft, de uitgaven toenemen met 4,5 pct., dit ten opzichte van hetzelfde tijdvak van 1982. Dit cijfer geeft een aanzienlijke afremming van de toename van de uitgaven te zien, en algemeen mag worden verwacht dat bij toepassing van artikel 1, 1°, de uitgaven inderdaad evolueren overeenkomstig de ramingen in 1983. Te noteren valt alvast dat de besparingsmaatregelen waartoe in 1983 besloten is, in geen geval zullen worden verlengd. Het doel is de lopende uitgaven terug te brengen tot 1 600 miljard, dit wil zeggen dat gestreefd wordt naar een besparing van 115 miljard. Het Parlement zal daarenboven kennis kunnen nemen van de voorgenomen maatregelen en zal zijn controle kunnen uitoefenen.

Betreffende de door mijn partij vaak bepleite *zero base budgetting* kon door de minister van Begroting worden bevestigd dat de werkcellenmethode thans wordt toegepast voor de voorbereiding van de begroting 1984. Met andere woorden, de herziening van de begrotingstechniek wordt dus in uitzicht gesteld. Een eerste nota, steunend op buitenlandse voorbeelden, is reeds opgesteld en kan als basis van de bespreking dienen. Er zij echter opgemerkt dat dit slechts een werkstuk is en geen document van de regering.

Wat tenslotte de ingediende amendementen op artikel 1, 1°, betreft, moge ik, met de vermelding dat deze allen werden verworpen, verwijzen naar het verslag. Finaal werd artikel 1, 1°, aangenomen met 13 stemmen tegen 8.

Inzake het 2° van artikel 1, handelend over het financieel evenwicht van de sociale zekerheid, zij erop gewezen dat de voorgestelde tekst dezelfde is als in de vorige bijzondere-machtenwet. Zoals toen, beogen de hier gevraagde bijzondere machten enkel het financieel evenwicht van de sociale zekerheid, nu voor het jaar 1984. De hervorming van de sociale zekerheid als dusdanig zal het voorwerp uitmaken van een wetsontwerp dat bij het Parlement zal worden ingediend.

In cijfertaal uitgedrukt, wordt momenteel een inspanning gevraagd van 11 tot 12 miljard frank, nodig om het financieel evenwicht te verzekeren, op voorwaarde dat de maatregelen van 1983 worden verlengd.

Bevestigd werd dat de regering besloten heeft de forfaitaire afhouding op de kinderbijslag en de bijdragen ten laste van de alleenstaanden niet te verlengen. Dit betekent een repercussie van ongeveer 12 miljard frank.

Tevens moet worden genoteerd dat via een regeringsmededeling van maart reeds twee maatregelen aangekondigd werden, te weten een bijdrage van 2 pct. voor de werkloosheid gedurende één trimester en een bijkomende besparing in de ziekteverzekering.

Voor dit laatste punt zouden suggesties gevraagd zijn aan het Riziv. Als nu echter mocht blijken dat de opbrengst van de bijdrage onder de verwachtingen blijft, dan zullen nog bijkomende maatregelen nodig zijn.

Tijdens de commissiewerkzaamheden werd uitdrukkelijk bevestigd dat de basisprincipes van de sociale zekerheid moeten worden geëerbiedigd. Dit betekent met andere woorden dat er geen sprake van is het begrip staat van behoefte in te voeren. Ook moet de koopkracht van de minst-gegoeden worden behouden.

Ook werd beklemtoond dat de maatregelen met het oog op het financieel evenwicht in de lijn van de toekomstige hervorming van de sociale zekerheid moeten liggen. In dit opzicht biedt het ontwerp de nodige waarborgen. In 1984 immers zal het Parlement de genoemde kaderwetten bespreken en zal het de volmachtbesluiten moeten bekrachtigen. Zoals gezegd, beogen de volmachten het financieel evenwicht van de sociale zekerheid. Dit betekent dat ook buiten de sociale zekerheid *stricto sensu* wetgevingen zullen kunnen worden gewijzigd die een invloed hebben op dat financieel evenwicht, bijvoorbeeld, de wetgeving op de ziekenhuizen.

Aan dit laatste punt, het enorme probleem van het deficit van de openbare ziekenhuizen, werd zeer uitvoerig aandacht besteed in de commissie. Vastgesteld werd dat de toename van het deficit van de openbare ziekenhuizen steeds maar blijft oplopen. Het was in 1979 reeds gestegen van 1 miljard tot 5 miljard. Voor 1982 bedroeg het deficit voor rekening van de gemeenten 9 miljard frank. Wel dient er-

aan toegevoegd dat de achterstand in de betalingen gedeeltelijk werd ingelopen door een globale storting van 12 miljard. In 1982 is daarenboven een bedrag van 5 miljard naar de ziekenhuizen getransfereerd. Nochtans werd eind januari 1983 geconstateerd dat de onbetaalde Riziv-rekeningen opgelopen waren tot nagenoeg 35,4 miljard frank. Onnodig aan te stippen dat deze toestand weinig comfortabel, laat staan houdbaar is. In de commissie werd geconcludeerd dat deze tekorten verscheidene oorzaken hebben en vooral van structurele aard zouden zijn, te weten : Niet-betaling door de overheid, stijgende energiekosten en het personeelsstatuut dat vastgesteld werd door de gemeenten.

Tevens werd aandacht besteed aan sommige deelaspecten van de sociale zekerheid, zoals de sociale bijdragen, de vermindering van de werkgeversbijdragen en de problemen van de minst-gegoeden.

Wat de sociale bijdragen betreft, wordt momenteel in een richting gedacht van differentiatie van de bijdragen, waardoor de lasten voor de arbeidsintensieve bedrijven worden verlicht.

Opgemerkt werd dat wanneer voor het berekenen van de sociale bijdragen wordt uitgegaan van de bruto toegevoegde waarde de kapitaalintensieve bedrijven relatief meer zullen bijdragen dan de arbeidsintensieve bedrijven. Het zou dus eerder gaan om een vorm van herverdeling.

Anderzijds werd nogmaals bevestigd dat de openbare financiën niet in een nog grotere mate mogen worden bezwaard door de sociale zekerheid. Over een verhouding van 60 pct. eigen financiering en 40 pct. gemeenschapsmiddelen leek een consensus te bestaan.

Wat de vermindering van de werknemersbijdrage betreft, werd toegegeven dat deze maatregel niet geleid heeft tot de aanwerving van het verhoogde aantal jongeren. Vandaar dat men met de vermindering van de patronale bijdragen als instrument van tewerkstelling zeer omzichtig moet omspringen.

Wat het probleem van de minst-gegoeden betreft, werd verwezen naar de verhoging van de minimex met 5 pct. in reële termen, waardoor de bescherming van deze bevolkingslaag niet alleen beveiligd, maar zelfs versterkt werd. Daarenboven kan men stellen dat de opbrengsten van de maatregel ten aanzien van WIGW in 1982 hebben geleid tot een besparing van 1,5 miljard.

Veel besproken werd ook de door de minister van Sociale Zaken voorgestelde beleidsnota inzake de hervorming van de sociale zekerheid. De intenties van de minister liggen vervat in de hoop dat men naar aanleiding van de hervorming van de sociale zekerheid tot een nieuwe taakverdeling tussen regering en het Parlement zou kunnen komen. Er is een overheersend gevoel dat de bestaande wetgeving veel te gedetailleerd is.

Met de beoogde hervorming zou door middel van kaderwetten een basiswetgeving voor de sociale zekerheid tot stand worden gebracht, die dan, door middel van de in de Ministerraad overlegde koninklijke besluiten, nader zou worden uitgewerkt. De maatregelen die intussen moeten worden genomen om het financieel evenwicht van de sociale zekerheid te handhaven, zullen dan ook uiteraard in het verlengde van de geplande hervorming moeten liggen.

Tenslotte werd er aandacht besteed aan het feit dat de privé-verzekeringsmaatschappijen aan de ziekteverzekering een verplichte lening van 5 miljard hebben moeten toestaan, waarop gedurende de eerste twee jaar slechts een rentevoet van 5 pct. wordt betaald. Het verschil met de marktinterest, die thans 12 pct. bedraagt, is niets anders dan de besteding van 1/3 van de loonmatiging die vorig jaar aan de verzekeringssector werd opgelegd. In dit verband ontkende de minister ten stelligste de bedoelingen die hem her en der worden toegeschreven, namelijk dat hij de verzekeringssector zou nationaliseren. Ter zake zou enkel het tot-stand-brengen van een akkoord over de modaliteiten van de uitkering beoogd worden.

Ter afronding van het 2° van artikel 1, zij aangestipt dat alle amendementen, waarvoor ik opnieuw verwijs naar het verslag, werden verworpen. Zo ook het amendement waar de negatieve inkomstenbelasting ter sprake werd gebracht. Het voorgestelde amendement beoogde de regering in de gelegenheid te stellen om te komen tot een gewaarborgd geïndexeerd basisinkomen, waardoor het uiteindelijk niet langer nodig zal zijn verschillende uitkeringen te doen aan een zelfde persoon. De commissie was echter van oordeel dat deze materie eerder thuishoort bij de algemene hervorming van de sociale zekerheid. Tenslotte werd artikel 1, 2°, aangenomen met 12 tegen 6 stemmen.

Artikel 1, 3°, heeft betrekking op de instellingen van openbaar nut, de openbare instellingen die afhangen van de Staat en elke instelling naar Belgisch recht die voorziet in collectieve noodwendigheden van algemeen belang. Het maakt, zo nodig, mogelijk sommige van die instellingen de reorganiseren, te hervormen, op te heffen of samen te voegen door middel van bijzondere-machtenbesluiten.

Tijdens de commissiebesprekingen werd herhaaldelijk naar een mogelijke lijst van betrokken instellingen gevraagd die eventueel voor samenvoeging of reorganisatie vatbaar zouden zijn. Uit de besprekingen is gebleken dat er geen sprake kan van zijn een of andere instelling nader te noemen, want de instellingen zullen niet hervormd worden, tenzij een rationalisatie nodig blijkt in het kader van het begrotingsbeleid.

Het punt 3° van artikel 1 geldt eveneens voor de aanpassing van het personeelsstatuut. Dit artikel machtigt dus de Koning die statuten aan te passen, ten einde ze met elkaar in overeenstemming te brengen bij de omvorming, de reorganisatie, de opheffing of de samensmelting van sommige instellingen. Vanzelfsprekend geldt deze bepaling uitsluitend voor die instellingen waarvan het personeelsstatuut bij wet wordt geregeld. In dit verband werd aandacht besteed aan de bekommerning van het personeel van sommige instellingen, die zich afvragen hoe zij de goede werking van deze instellingen zouden moeten verzekeren ingeval men, op een lichtzinnige manier, zou overgaan tot fundamentele wijzigingen van hun eigen statuut. Toegegeven werd dat op dit punt een stelselmatige gelijkshakeling van alle statuten met dat van het rijkspersoneel niet raadzaam is. Ook werd erkend dat er functionele noodwendigheden zijn en bijgevolg ook specifieke statuten die daaraan beantwoorden. Het fundamentele probleem is evenwel dat sommige instellingen van openbaar nut een zo groot deficit hebben dat de vraag moet worden gesteld of men miljarden moet blijven toesteken, dan wel tot bepaalde hervormingen overgaan.

Keren wij bij dit punt 3° even terug naar het gemeentelijke vlak. Zonder de achtergronden en de omstandigheden waarin volgende overweging is gesteld ten gronde uit te verklaren wil ik hier toch zeer bondig de volgende discussie weergeven : « Kan het geoorloofd lijken dat een gemeente stelselmatig zijn RSZ niet meer betaalt, in die omstandigheid wanneer de gemeente te kampen heeft met een begrotingsdeficit, en zij alvorens de RSZ en de onroerende voorheffing te betalen, haar beschikbare geldmiddelen aanwendt voor andere posten ? Dergelijke — en misschien wel eigenaardig klinkende — handelwijze zou een eventuele zware leningslast kunnen vermijden. »

De naleving van de wet enerzijds en het algemeen belang van de gemeente anderzijds lijken hier wel twee opponenten die een getrouwe reflector zijn van de financiële toestand waarin sommige gemeenten zich actueel bevinden.

Anderzijds werd in de commissie uitdrukkelijk gesteld dat de vrije universiteiten niet onder de toepassing vallen van deze bepalingen aangehaald in artikel 1, 3°, gezien de Staat geen overwegende rol heeft gespeeld bij hun oprichting. Dat betekent echter niet dat daar geen financiële sanering moet gebeuren, doch dat deze sanering er moet komen op grond van het artikel 1, 2°.

Zeër bondig, maar daarom niet minder belangrijk, kan men de evolutieve toestand van sommige verenigingen op volgende wijze samenvatten :

Wat de intercommunale verenigingen betreft, werd een ontwerp ahangig gemaakt bij de Kamercommissie voor Binnenlandse Zaken;

— Aangaande de controle van de gemeenten op de VZW werd een wetsontwerp ingediend dat trouwens reeds goedgekeurd werd door de Senaatscommissie voor de Binnenlandse Zaken;

— Wat Distragz betreft, zal het monopolievraagstuk worden opgelost langs de gewone wetgevende weg;

— Wat de eventuele problematiek rond de nationale landmaatschappijen en de nationale maatschappijen voor de huisvesting betreft, deze zal worden behandeld in een apart wetsontwerp. Bovendien behoort dit punt tot de regionale aangelegenheden en valt het niet meer onder artikel 1, 3°, dat betrekking heeft op de centrale Staat.

Artikel 1, 3°, werd na verwerping van alle ingediende amendementen, aangenomen met 12 tegen 8 stemmen.

Artikel 1, 4°, heeft betrekking op de financiering, de financiële controle en de financiële verantwoordelijkheid van de provincies, van de gemeenten, van de verenigingen en agglomeraties van gemeenten, van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, alsook van hun verenigingen, hun diensten en hun instellingen; het beoogt de wijziging of aanvulling en de uitvoering van hun saneringsprogramma's mogelijk te maken mede door hun aanpassing van de wettelijke bepalingen betreffende het statuut van het personeel. Deze bepaling kwam niet voor in de machtingswet van verleden jaar. De reden is dat men te maken had met schepencolleges die hun mandaat beëindigden.

Het eerste gedeelte van deze bepaling maakt het mogelijk wijzigingen of aanvullingen aan te brengen aan de bestaande wetten betreffende de financiering, de financiële controle en de financiële verantwoordelijkheid van de gezamenlijke ondergeschikte besturen. Zo zal bijvoorbeeld de financiële controle, die een gemeenteraad kan uitoefenen op de OCMW kunnen worden versterkt. Dit is een maatregel die over het algemeen

wordt gevraagd door de gemeentebesturen, die klagen dat zij geen voldoende controle hebben op het financiële beleid en het begrotingsbeleid van het OCMW waarvan zij evenwel het tekort moeten dekken.

Het tweede gedeelte houdt de mogelijkheid in om saneringsprogramma's uit te voeren. Dit betekent dat bij machtingingsbesluit aan een bepaalde gemeente die een saneringsplan opstelt onder goedkeuring van de toezichthoudende overheid, en waarvoor moet worden afgeweken van de geldende wetsbepalingen, kan worden toegestaan van die wetsbepalingen af te wijken tijdens de uitvoering van dat saneringsplan.

Artikel 1, 4°, stelt dus de regering in staat om alle maatregelen te nemen, onder andere de aanpassing van het personeelsstatuut om een saneringsprogramma te kunnen laten uitvoeren.

Deze machtiging is enerzijds zeer ruim, maar anderzijds beperkt doordat de gemeenten de saneringsplannen moeten vastleggen. Nochtans houdt dit in dat er inderdaad zou kunnen worden geraakt aan de wedde van de mandatarissen, indien zulks wordt voorgesteld in een saneringsplan, dat een gemeente voorlegt en dat wordt goedgekeurd door de toezichthoudende overheid in de regering. Dit artikel houdt onder meer ook in dat bijvoorbeeld het pensioenstatuut van het personeel van een gemeente kan worden veranderd wanneer die gemeente dit voorstelt in een herstructureringsplan.

Wat betreft een mogelijke aanpassing van retributies, bijvoorbeeld retributies van watertarieven, retributies die betrekking hebben op het betrekken van lokalen, zalen, VZW en dergelijke meer, werd door de minister van Binnenlandse Zaken positief geantwoord op de vraag naar mogelijke afwijking van de reglementeringen inzake prijzen wanneer zulks nodig is om een saneringsplan uit te voeren. Een open vraag blijft echter of deze eventuele afwijkingen ook zullen worden toegestaan en dit, om louter budgettaire redenen, aan gemeenten zonder saneringsplan.

Een uitvoerige discussie werd tevens gewijd aan de wedden van het gemeentepersoneel. Gesteld werd dat de gemeenten niet zullen worden verplicht, de wedden van hun personeelsleden te verminderen. Er is evenmin sprake van de wedden van de gemeentelijke ambtenaren af te stemmen op de wedden van de Staat. Met de machtingingswet is het trouwens niet mogelijk een algemene regel te stellen voor de afvlakking van de gemeentelijke wedden tot het peil van de staatswedden. Dit alles hoort immers thuis in het kader van de gemeentelijke autonomie. Indien een gemeente meer personeel in dienst wil nemen en minder goed wil betalen, of indien zij minder personeel wil aantrekken en beter wil betalen, dan is dit haar zaak, als zij het maar kan betalen.

Los van deze discussie zij toch aangestipt dat de werkingskosten van de gemeentebesturen oplopen tot 117 miljard, en dat de weddeschalen gemiddeld 15 pct. hoger liggen dan die van de Staat. Volledigheidshalve zij nochtans vermeld dat het onmogelijk is de functies van de gemeentebesturen te vergelijken met die van de Staat. Bovendien dreigt de discussie tot in het oneindige te lopen, wanneer men in bijzonderheden wil treden, inzonderheid wat betreft anciënniteitsbijslag, fictieve bijslagen, gelijkgestelde particuliere diensten, diploma-tolagen, tempo van de tweejaarlijkse verhogingen, aanwervingscriteria en dergelijke meer.

Belangrijk is echter de vermelding dat uit de commissiewerkzaamheden gebleken is dat de vermindering van de wedden van het gemeentepersoneel niet de ideale oplossing blijkt te zijn. Maar hierbij zij vermeld dat de gemeenten die hun financiën gezond willen maken, hun ontvangsten moeten vermeerderen of hun uitgaven moeten drukken.

Artikel 1, 4°, werd — bij verwerping van alle ingediende amendementen — aangenomen met 13 tegen 7 stemmen.

Het vijfde lid en zesde lid van artikel 1 werden in de commissie gelijktijdig besproken.

Artikel 1, 5°, betreft al de in artikel 180 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bedoelde schuldenaars van bedrijfsvoorheffing en inzonderheid de publiekrechtelijke personen die, de « immuniteit van ten uitvoerlegging » genietend, nalaten hun achterstallige schuld inzake bedrijfsvoorheffing aan te zuiveren. Voor de provincies, de gemeenten en de Brusselse agglomeratie bedroeg die achterstallige schuld inzake bedrijfsvoorheffing einde maart 1983 ruim 9 miljard frank, einde april ruim 10 miljard frank en tegen het einde van dit jaar verwacht men dat de opgelopen schuld zal stijgen tot 14 miljard.

Het vijfde lid van het voorliggend ontwerp moet het dan ook mogelijk maken de bestaande achterstallige schuld, tevens als de eventuele toekomstige schuld inzake bedrijfsvoorheffing, aan te zuiveren door afhouding op ieder bedrag dat vanwege de Staat aan die publiekrechtelijke rechtspersonen toekomt.

De draagwijdte van artikel 1, vijfde lid, ligt besloten in artikel 352 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen dat aan de gemeente de mogelijkheid geeft om aanvullende belastingen te heffen op de

personenbelasting. Deze aanvullende gemeentebelasting wordt door de administratie van de Directe Belastingen geheven en doorgestort aan de gemeenten na ontvangst van het bedrag. In 1978 vond een anticipatie plaats ten voordele van de Staat, waarvan de gemeenten als dusdanig niet hebben geprofiteerd. Om nu tegemoet te komen aan de financiële moeilijkheden van de gemeenten en de Brusselse agglomeratie, stelt de regering voor, het eenmalige anticipatievoordeel dat de Staat in 1978 genoten heeft thans af te staan aan de gemeenten, volgens een techniek van de eenmalige en uitzonderlijke toelage ten belope van 21 miljard, waarvan de uitkering evenwel gespreid zal worden over verscheidene jaren. Deze toelage zal worden verdeeld onder alle gemeenten aan de hand van het evenredig aandeel van iedere gemeente in het totaal van de aanvullende gemeentebelasting verschuldigd voor het aanslagjaar 1982.

Benadrukt werd dat het hier om een algemene toelage gaat waarvan het enig doel is het probleem van de gemeentelijke financiën te helpen oplossen. De regering legt geen voorwaarden op voor de aanwending ervan, dit uit eerbied voor de gemeentelijke autonomie.

Tijdens de bespreking in de commissie werd wel het probleem omschreven van de achterstallige stortingen van de bedrijfsvoorheffing door de gemeenten. Nochtans ontstond enige wroef toen er vragen werden gesteld naar de achterstallen tegenover de RSZ en de eventuele achterstallige betalingen van de Staat aan de gemeenten. Als voorbeeld werden de gesubsidieerde werken genoemd, waarbij de verdragings soms meer dan een jaar bedraagt. Daarnaast werden ook nog de subsidies, de stortingen aan de OCMW en dergelijke meer als een niet te onderschatten aandeel in de betalingsachterstand van de Staat vermeld.

De heer Vanderpoorten. — Hebben de gemeenten volmachten gekregen om dat te veranderen?

De heer Vermeiren, rapporteur. — Dat zou misschien goed zijn, mijnheer Vanderpoorten.

Na verwerping van alle voorgestelde amendementen, waarvoor ik eens te meer naar het verslag verwijs, werd zowel het vijfde als het zesde lid van artikel 1 aangenomen met 13 tegen 7 stemmen.

De bepalingen vervat in artikel 1, 7°, betreffende de herstructurering en de leefbaarheid van de sectoren die behoren tot het nationaal beleid, stemmen op twee punten na overeen met artikel 1, 3°, van de vorige bijzondere-machtenwet. Volgens de nieuwe tekst zou de regering kunnen ingrijpen in de CAO gesloten in de vijf nationale sectoren, met eerbiediging van de CAO die de minimumwedde bepalen. Deze bepaling is nodig omdat bedrijven in moeilijkheden vaak te kampen hebben met een probleem van kostenbeheersing en omdat gebleken is dat de bestaande CAO niet in onderling overleg worden gewijzigd.

In de vorige wet werd gesproken van herstructurering en ontwikkeling, nu van herstructurering en leefbaarheid. Dit is nodig omdat de Europese Commissie het criterium van de leefbaarheid als een absolute vereiste beschouwt ingeval de nationale regeringen herstructureringsplannen voorstellen.

Met de term « leefbaarheid » wordt, blijkens de besprekingen in de commissie, een progressief proces bedoeld. In de eerste fase verminderen de cash-drains, in de tweede fase draagt de onderneming geleidelijk de interestlasten, in de derde fase begint ze af te schrijven en in de vierde fase maakt zij weer winst.

Gezien hun groot economisch belang enerzijds en gezien de actualiteit van de nationale sectoren anderzijds, is het als vanzelfsprekend dat artikel 1, 7°, een zeer grote aandacht, zoniet de grootste aandacht, genoot tijdens de besprekingen van het voorliggend ontwerp. Niettegenstaande de situatie van onze handelsbalans en het concurrentievervalsing van de Belgische industrie in de afgelopen maanden is verbeterd, dit onder meer onder invloed van de productiviteitsstijging, de muntherschikking en de toegepaste loonmatiging, bestaat er niet de minste zekerheid dat deze lichte conjunctuuropleving zich zal doorzetten. Vandaar dan ook dat het herstelbeleid moet worden voortgezet.

De minister van Economische zaken stelt in de commissie dat de regering artikel 1, 7°, niet nodig heeft om het financieringsprobleem van de nationale sectoren op te lossen.

De kredieten zullen immers hoe dan ook op de begroting van Economische Zaken worden ingeschreven. Het Parlement heeft elk jaar het recht om de begroting of een begrotingsartikel te verwerpen en zo het financieringsplan te onderbreken. Wel zijn er bijzondere machten nodig om de herstructurering juridisch te omkaderen.

In de commissie werd benadrukt dat artikel 1, 7°, alleen maar een stok achter de deur is voor extreme gevallen. De regering verkiest dat de sociale gesprekspartners het eens worden over de loonmatiging.

In andere gevallen moet kunnen worden ingegrepen om redenen van solidariteit en verdelende rechtvaardigheid. Hierbij zij opgemerkt dat de Raad van State geen bezwaar heeft gemaakt tegen artikel 1, 7°.

De scheepsbouw, de steenkolen en het traditionele staal zijn uitgesproken regressieve sectoren. Niemand kan zeggen of zij op middellange termijn nog zullen bestaan. Is het dan niet beter de honderden miljarden die deze sectoren vragen, te besteden aan toekomstgerichte sectoren?

België is een klein land en hangt volledig af van het buitenland. Als het een structureel verlies aan concurrentievermogen lijdt, dan ziet de toekomst er somber uit. In deze optiek is de textielsector een treffend voorbeeld van geslaagde herstructurering. Het plan-Claes voorziet in staatssteun in de vorm van overheidsparticipaties tot 45 pct. Daar is later van afgestapt omdat de Staat moeilijk als aandeelhouder in de talrijke KMO van deze sector kan worden binnengelooft. De staatsbedrijven zijn niet altijd voorbeelden van goed beheer. Zo is de idee ontstaan van de uitgifte van aandelen zonder stemrecht die binnen de vijftien jaar moeten worden teruggekocht door de onderneming die deze vorm van hulp ontvingen. Sommige van deze ondernemingen zijn al met die operatie begonnen.

Dit is mogelijk een goed model van staatshulp en het zou wenselijk zijn dat zulks ook in andere sectoren kon gebeuren.

Deze kleine vergelijking met betrekking tot een van de vijf nationale sectoren laat mij toe over te stappen naar een andere meer problematische sector: de staalindustrie. Weliswaar is de staalindustrie niet alleen het mikpunt, maar Cockerill-Sambre is toch het epicentrum geworden van de moeilijkheden waarin deze sector momenteel verkeert. Tijdens de commissiebesprekingen werd door een lid gesteld dat de regering noch duidelijkheid heeft geschapen over de regionalisering van de nationale sectoren, noch het opportuun achtte zich uit te spreken over het verslag-Gandois. Het lid vroeg zich dan ook af of het niet veel beter was artikel 1, 7°, te verdagen tot na de bespreking van de begroting van Economische Zaken. Op deze vraag werd door de commissie niet ingegaan.

Door de minister van Economische Zaken werd gesteld dat het voorstel van de heer Gandois constructief is. Het plan-Gandois wil de capaciteit van de staalfabrieken verminderen en de capaciteit van de walsen zoveel mogelijk vermeerderen. Hiervoor zou evenwel gebruik moeten worden gemaakt van internationale synergieën. Als redmiddel stelt Gandois voor de overmatige productiecapaciteit terug te schroeven, wat op zijn beurt zou leiden tot een vermindering van de productiekosten per eenheid en een afslanking van het personeelsbestand dat te groot was geworden. Voor de onderneming zijn die besluiten hard aangekomen. In verband met de sluiting van twee staalfabrieken verklaarde de minister in de Senaatscommissie dat hij in de Kamer slechts heel weinig wisseloplossingen had gehoord die economisch en financieel gefundeerd bleken. Tevens werd medegedeeld dat de regering de bevoegdheden van de executieven zal eerbiedigen in verband met hun adviesrecht. Er werd onder meer gesteld dat al maanden besprekingen aan de gang zijn met de executieven over de wijze waarop de gewesten betrokken konden worden bij het dragen van verantwoordelijkheid voor onder meer de financiering van de vijf nationale sectoren.

Men heeft beweerd dat de regering een blancocheque vraagt omdat ze niet zegt wat ze met het plan-Gandois zal doen. Welnu, in januari 1982 was de toestand precies dezelfde: toen was ook niet bekend op welke manier de scheepsbouwsector zou worden geherstructureerd, wat de inhoud zou zijn van het vijfjarenplan voor de Kempense steenkolenmijnen en welke wijzigingen aan het textielplan de Europese Gemeenschappen zou opleggen.

Tenslotte werd nog aangestipt dat de regering de holdings onder druk zal zetten die in het kader van het eerste staalplan van 1978 10 miljard frank beloofden voor de reconversie.

Met verwijzing naar het verslag wat betreft de verworpen amendementen, werd artikel 1, 7°, aangenomen met 11 stemmen tegen 7.

Artikel 1, 8°, betreft een programma tot vrijwaring en bevordering van de werkgelegenheid en tot opslorping van de werkloosheid door:

a) Aanvullende maatregelen tot arbeidstijdverkorting en compenserende indienstneming in de bouwsector. Na de loonmatiging in de bouwsector zal in deze sector een collectieve arbeidsovereenkomst kunnen worden opgelegd, ten eerste omdat er daar nog geen bestaat en vervolgens omdat in deze bijzondere sector veel gedeeltelijke werkloosheid heerst. De collectieve arbeidsovereenkomst zal ertoe strekken de arbeidstijd te verkorten en compensatievakantie in te voeren die moet worden genomen als het slecht weer is. Dat deze maatregel slechts alleen de bouwsector betreft, heeft te maken met het feit dat er geen enkele andere sector in aanmerking kon worden genomen, als gevolg van het heterogeen karakter.

b) Bevordering van de werkgelegenheid door aanvullende maatregelen betreffende experimenten inzake de herschikking van de arbeidstijd. Krachtens het koninklijk besluit nr. 179 kan alleen worden gehandeld wanneer de werkgevers en de vakbonden in de onderneming het eens zijn. Nu werd de wens uitgesproken gezamenlijk een andere toekomst op te bouwen en de experimenten, die na twee jaar positief blijken te zijn, kunnen inderdaad leiden tot wetswijzigingen om ze te veralgemenen.

c) Vrijwaring van de werkgelegenheid door invoering van de maandelijks uitbetaling van opzegvergoedingen in geval van opzegging van overeenkomsten van onbepaalde duur. Aangestipt werd dat hier enkel de toestand van bepaalde ondernemingen in moeilijkheden zou worden geregeld, die het gewicht van de opzeggingsvergoeding bij ontslag financieel niet kunnen dragen. De gevraagde machten moeten een evenwicht mogelijk maken tussen de rechten van de ontslagen personen en die van hen welke in het bedrijf zouden blijven.

d) Bestrijding van het sluikwerk en van het stelselmatig beroep op overwerk, alsook de controle op de gedeeltelijke werkloosheid.

Dit is een soort van stijlloefening. De besprekingen met de sociale partners lopen reeds maanden. Er liggen besluiten klaar tegen sluikarbeid en overuren.

Tevens werd aangestipt dat 62 adjunct-inspecteurs bij werden aangeworven die het mogelijk zullen maken de nieuwe maatregelen te controleren.

e) Bevordering van de deeltijdse arbeid.

Hier zal voornamelijk een beroep worden gedaan op de minister van Openbaar Ambt.

Om deeltijdse arbeid te kunnen invoeren in de overheidsdiensten moeten bepaalde regels worden gewijzigd. Er kan namelijk deeltijds worden gewerkt, maar er kan nog geen deeltijds personeel worden aangeworven.

f) Bevordering van de werkgelegenheid door maatregelen tot aanvulling of wijziging van de huidige programma's ter opslorping van de werkloosheid. Dit is vooral nodig om de programma's aan te passen aan de gewijzigde werkelijkheid.

g) De opstelling van een geheel van maatregelen voor tewerkstelling van jongeren heeft tot doel de toestand van de jongeren te verbeteren door specifieke programma's.

Twee ontwerpen zullen daarbij helpen: het ontwerp op de verlenging van de leerplicht en dat betreffende de industriële vakopleiding, waarvan het eerste reeds in de Senaat werd goedgekeurd.

Wat de jongerenstage betreft, waren er eind mei 33 872 stagiairs. Het aantal voltijdse stagiairs is verminderd maar het aantal deeltijdse stagiairs is vermeerderd. Het aantal tewerkgestelde werklozen bedraagt 28 991, dat is dus een daling, want ze worden systematisch vervangen door vastbenoemden.

Tenslotte kan men nog vermelden dat in het bijzonder tijdelijk kader bij de overheidsdiensten 8 000 personen minder zijn tewerkgesteld. Een groot aantal BTK'ers zijn overgegaan naar het derde arbeidscircuit.

Alle amendementen waarvoor ik opnieuw naar het verslag verwijs, werden verworpen. Artikel 1, 8°, werd aangenomen met 12 tegen 6 stemmen.

Artikel 1, 9°, streeft naar een verbetering van bepaalde machtingenbesluiten, waardoor een verdeling van de werktijd mogelijk was geworden. Tussen de regering en de sociale partners werd er overeenstemming bereikt over de wijze waarop de loonmatiging zal worden gecontroleerd, om na te gaan of de doeleinden van de collectieve overeenkomsten worden bereikt en of, bij niet-naleving, het geld van de loonmatiging moet worden gebruikt voor een tewerkstellingsfonds.

Daartoe moeten een aantal regels, met name de besluiten nrs. 180 en 181, worden gewijzigd om sommige technische bepalingen aan te passen en de herschikking van de arbeidstijd mogelijk te maken.

Artikel 1, 9°, werd aangenomen met 13 stemmen tegen 8, na verwerping van een enig ingediend amendement.

Artikel 1, 10°, vindt zijn oorsprong in een amendement dat werd ingediend in de Kamer en dat de regering heeft aanvaard omdat het tegemoet kwam aan haar doelstellingen uitgesproken op het sociaal overleg.

Wil men de nieuwe technieken door onze maatschappij doen aanvaarden, dan moet men een aantal voorzorgen nemen. Om die technieken op harmonische wijze te kunnen invoeren, willen de sociale partners een akkoord over de wijze van overleg tussen de vertegenwoordigers van de werkgevers en van de werknemers over de gevolgen van de invoering van de nieuwe technologieën op de organisatie van het

werk en arbeidsomstandigheden evenals op de aanwending van de gestegen produktiviteit die eruit voortvloeit.

Deze bepaling heeft niet het doel in te grijpen in de grond van de zaak of resultaten op te leggen. Zij wil enkel vastleggen op welke wijze het overleg moet plaatsvinden. Indien er binnen de Nationale Arbeidsraad geen overeenstemming wordt bereikt, zal de regering een aantal procedures vaststellen. Zij zou bijvoorbeeld de werkgever kunnen verplichten, eenmaal per jaar een verslag te maken over de invoering van nieuwe technologieën in het bedrijf, verslag dat in de ondernemingsraad zou worden besproken.

Tenslotte werd er gesteld dat het overleg moet worden gehouden door de normale organen van het sociaal overleg en uitmonden in collectieve overeenkomsten.

Het is dus niet gewenst nieuwe structuren op te bouwen.

Na verwerping van het enige ingediend amendement, waarvoor ik voor de laatste keer verwijs naar het verslag, werd artikel 1, 10°, aangenomen met 13 stemmen tegen 8.

Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Eerste minister, ik moge besluiten met de vermelding dat artikel 1 in zijn geheel werd aangenomen met 13 stemmen tegen 8. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, mocht u hier de werkzaamheden willen onderbreken, tot vanmiddag, dan ben ik zo vrij het woord te vragen bij de aanvang van de namiddagvergadering om een beroep te doen op het reglement.

De Voorzitter. — Goed, u zult dan het woord krijgen, mijnheer Van In.

Nous poursuivrons cette discussion cet après-midi à 15 heures.

Wij zullen deze bespreking vanmiddag te 15 uur voortzetten.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 12 h 33 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 12 u. 55 m.*)